

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD

Séance du23.11.2009Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN :**

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw Marie-Rose GEUTEN, MM./HH. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Isi HALBERTHAL, Frank VAN BOCKSTAL, Jean-Luc ROBERT, Patrick LENAERS Echevins/ Schepenen ; Mme/Mw. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, MM./HH. Stéphane VAN VAERENBERGH, Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw. Françoise CARTON de WIART, MM./HH. Jean LAURENT, Rachid MADRANE, Rik JELLEMA, Mmes/Mw Marie-Pascale MINET, Kathy MOTTET, MM./HH. Nourdine TAYBI, Christophe GASIA, Mme/Mw. Christina KARKAN, MM/HH. Rik BAETEN, Patrick CUISINIER, Mme/Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M./Dhr Charles de BERGEYCK, Mmes/Mwen. Jacqueline BERGER, Chantal HOORNAERT, Claire ALLARD, Viviane SCHOLLIERS Conseillers communaux/ Gemeenteraadsleden ; M./Dhr. Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

Absents et excusés / afwezigen en verontschuldigen :

Mme/Mw Françoise BERTIEAUX, M./Dhr. André du BUS de WARNAFFE, Mme/Mw. Gisèle MANDAILA, M./Dhr. Ahmed M'RABET, Mme/Mw Sandrine ES, M./Dhr Jean-Claude BILQUIN.

Monsieur Isi HALBERTHAL vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.

De heer Isi HALBERTHAL wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

La séance est ouverte à 20 h00 sous la présidence de Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre.

De zitting wordt om 20 u 00 geopend onder het voorzitterschap van de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester.

Le procès-verbal de la séance du 30.10.2009 a été déposé sur le bureau de l'assemblée à 19 heures à l'intention des membres.

En outre, il a été envoyé aux 4 présidents des groupes avant la séance.

Le procès-verbal de la séance du 29 janvier 2009 est adopté.

Het proces-verbaal van de zitting van 30.10.2009 werd om 19 uur op tafel gelegd ter inzage van de leden van de vergadering.

Bovendien werd het opgestuurd aan de 4 voorzitters van de groepen voor de zitting.

Het proces-verbaal van de zitting van 30.10.2009 wordt goedgekeurd.

Communications – Medelingen

1. Annulation des délibérations du 04.05.09 par Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale concernant deux promotions définitives en qualité de chef de division (déséquilibre linguistique)

2. Arrêté de police ordonnant l'évacuation du bâtiment sis chaussée de Wavre 506

Arrêté de police ordonnant l'évacuation du bâtiment sis chaussée de Wavre 506

Le Bourgmestre,

Vu le courrier du 04.11.2009 adressé au Bourgmestre par Mme Danielle MILDE, Responsable de la Régie foncière d'Etterbeek, et joint en annexe au présent arrêté pour en faire partie intégrante ;

Vu le rapport du 06.11.2009 de M. Christophe HENDRICKX, du service Aménagement du Territoire, direction Habitabilité, salubrité, surpopulation et hygiène joint en annexe au présent arrêté pour en faire partie intégrante ;

Vu le projet d'arrêté notifié aux occupants du 506 Chaussée de Wavre en date du 06.11.2009 et reproduit en annexe ;

Vu le procès-verbal d'audition par le Bourgmestre, en date du 10.11.2009, de Maître Johan THYS représentant Mme Roxane LAMY, M. Chille DEMAN, Mme Isabelle GIRALDO, M. Jan JANSSENS et Mme Perrine GRIVAUX ;

Considérant que les intéressés ont reconnu avoir pénétré dans les lieux par effraction ; qu'ils ont enlevé le cylindre de la porte, interdisant ainsi l'accès de l'immeuble au propriétaire des lieux ;

Considérant que les intéressés ont également reconnu y avoir utilisé de l'énergie sans avoir procédé au préalable à un relevé des compteurs contradictoire ;

Considérant que, contrairement à ce qui a été affirmé dans le courrier adressé au Bourgmestre en date du 01.11.2009, le bien n'est pas assuré ;

Considérant qu'il ressort notamment du rapport de visite établi par M. Philippe MERKEMAN, technicien en bâtiment de l'AIS Quartiers en date du 09.11.2009, et remis en séance, que l'installation électrique n'est pas conforme (par exemple : installation non reliée à la terre dans la véranda, etc) ; que l'état de la chaudière à gaz est à vérifier ; qu'il y a un amas de feuille dans la chaufferie ;

Considérant les éléments repris ci-après :

1. des personnes se sont installées au 506 de la chaussée de Wavre, sans aucune autorisation quelconque, sans signature d'un bail ou d'un autre contrat tel qu'un commodat, de surcroît après y avoir pénétré par effraction ;

2. les compteurs de gaz et d'électricité ont été fermés par les soins de la mission Locale d'Etterbeek début octobre 2007 et scellés le 28 février 2008. Les occupants utilisent l'électricité, ce qui constitue une infraction complémentaire, si pas sous forme de bris de scellés, à tout le moins sous celle d'usage non convenu d'énergie électrique ou de gaz, et ce, sans qu'aucun rapport de conformité n'ait été établi ;

3. L'immeuble n'est pas conforme à la réglementation en matière de logements tels le règlement régional d'urbanisme et le Code Bruxellois du Logement, en ce qu'il ne dispose pas de cuisine ou de coin à cuisiner, ni de salle de bains installée dans un local spécifique et comportant un système d'évacuation de l'air vers l'extérieur, etc

4. Cet immeuble est affecté, urbanistiquement, à la fonction d'équipement d'intérêt collectif et de service public et n'est donc actuellement pas affecté au logement ;

5. L'immeuble a été la proie d'un incendie en date du 19 mars 2007. Depuis, seuls des travaux de nettoyage ont été réalisés, des travaux de rénovation n'ont pas encore été entrepris, aucun nouveau rapport des pompiers n'est intervenu, aucun contrôle de l'installation électrique n'a été effectué par une société agréée, il en est de même pour l'installation de chauffage. Ces installations présentent dès lors vraisemblablement des risques d'électrocution ou d'incendie.

6. Il n'y a de surcroît pas de porte coupe-feu, pas de détecteurs ni d'alarme d'incendie, pas de faux-plafonds ni de parois résistant au feu, pas d'extincteurs, pas d'évacuation de secours, ni de signalisation de sécurité ; pas de ventilation conforme ;

Considérant que les éléments repris aux points 1 et 2 ne concernent pas directement les compétences du Bourgmestre ;

Considérant que le Bourgmestre est, en vertu de l'art. 133, chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances, des règlements et arrêtés de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Commissions communautaires, du conseil provincial et de la députation permanente du conseil provincial, à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège échevinal ou au conseil communal ; qu'il est également spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ;

Considérant qu'il est dès lors chargé de veiller à l'application de la réglementation visée aux points 3 et 4 ; que la violation de celle-ci est établie en l'espèce ;

Considérant qu'en vertu de la lecture combinée des art. 135, par.2 et 133, le Bourgmestre a pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne également les immeubles et habitations insalubres ou menaçant ruine, qu'ils soient publics ou privés;

Considérant qu'il ressort des éléments repris aux points 5 et 6 que l'immeuble présente un réel danger en raison d'un manque de sécurité et de non-conformité des lieux et ne pourrait abriter un logement, même de manière précaire ou provisoire ;

Considérant que le Bourgmestre en particulier, et l'autorité communale en général, engageraient leur responsabilité civile, voire pénale, en tolérant, en l'état, un maintien dans les lieux ;

Considérant donc qu'il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce danger pour la sécurité publique ; qu'il convient, dès lors, de mettre fin à l'occupation du bâtiment et de procéder à l'évacuation des occupants tel que précisé à l'article 2 ci-dessous ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

CONSTATE :

l'insalubrité des lieux, le risque qu'ils présentent pour la sécurité des occupants et l'impossibilité de les occuper dans le respect des règles en vigueur ;

ARRETE ET DECIDE:

Article 1^{er} - L'interdiction d'habiter ou d'occuper, fût-ce à titre précaire ou provisoire, le bâtiment sis chaussée de Wavre 506.

Article 2 - Ordre est donné à tous les occupants de l'immeuble sis chaussée de Wavre 506, d'évacuer les lieux ce jour, pour 15 heures au plus tard.

Article 3 – Faculté est donnée aux occupants de s'installer, ce jour encore, dans le bâtiment sis rue Lieutenant Jérôme Becker, 2.

Article 4 – Le présent arrêté est signifié ce jour contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

Article 5 - Un recours contre la présente décision peut être déposé par voie de requête au Conseil d'Etat, par pli recommandé au greffe du Conseil d'Etat - Rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, dans un délai de 60 jours à partir de sa notification.

* * *

Politiebesluit tot ontruiming van het gebouw gelegen op Waversesteeweg 506

De Burgemeester,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikels 133, alinea 2, en 135 paragraaf 2 ;

Gelet op de brief van 04.11.2009 gericht aan de Burgemeester door Mevr. Danielle MILDE, Verantwoordelijke van de Regie van Grondbeleid van Etterbeek, en als bijlage opgenomen bij onderhavig besluit om er volledig deel van uit te maken ;

Gelet op het verslag van 06.11.2009 van Dhr. Christophe HENDRICKX van de dienst Ruimtelijke Ordening, Directie Bewoonbaarheid, zindelijkheid, overbevolking en hygiëne als bijlage opgenomen bij onderhavig besluit om er volledig deel van uit te maken ;

Gelet op het ontwerp van besluit dat op datum van 06.11.2009 aan de bezetters van de Waversesteenweg 506 betekend werd en als bijlage opgenomen is bij onderhavig besluit om er volledig deel van uit te maken ;

Gelet op het proces-verbaal van verhoor door de Burgemeester op datum van 14.11.2009, van Meester Johan THYS, die Mevr Roxane LAMY, Dhr Chille DEMAN, Mevr Isabelle GIRALDO, Dhr Jan JANSSENS en Mevr Perrine GRIVAUX vertegenwoordigt ;

Overwegende dat de betrokkenen erkend hebben dat zij met braak binnengedrongen zijn in het gebouw ; dat zij de cilinder van het slot verwijderd hebben, waardoor zij de eigenaar van het gebouw de toegang belet hebben ;

Overwegende dat de betrokkenen tevens erkend hebben dat zij er energie verbruikt hebben zonder op voorhand de stand van de meters op tegenspraak vastgesteld te hebben ;

Overwegende dat, in tegenstelling tot datgene wat beweerd werd in de brief die gericht was aan de Burgemeester op datum van 01.11.2009, het goed niet verzekerd is ;

Overwegende dat met name uit het inspectieverslag dat opgesteld werd door de heer Philippe MERKEMAN, bouwkundige bij de vzw SVK Wijken op datum van 09.11.2009, ter zitting bezorgd, dat de elektrische installatie niet conform is (bijvoorbeeld: niet-geaarde installatie in de veranda, enz) ; dat de staat van de gasverwarmingsetel nog moet worden onderzocht ; dat er een opeenhoping van bladeren is in de stookplaats ;

Gelet op de hieronder vermelde elementen ;

1. Een aantal personen hebben zich gevestigd op de Waversesteenweg, nr.506, zonder enige toelating, zonder ondertekening van een huur- of andere overeenkomst zoals een bruiklening, na er bovendien met braak in binnengedrongen te zijn ;

2. De gas- en elektriciteitsmeters werden afgesloten door de Mission Locale van Etterbeek begin oktober 2007 en verzegeld op 28 februari 2008. De bezetters verbruiken de elektriciteit, wat een bijkomende overtreding inhoudt, die indien niet in de vorm van een zegelverbreking, op zijn minst neerkomt op het ongepaste verbruik van elektriciteit of gas en dit zonder dat er een conformiteitsrapport werd opgesteld ;

3. Het gebouw is niet conform aan de wetgeving inzake huisvesting zoals het Gewestelijk stedenbouwkundig reglement en de Brusselse huisvestingscode aangezien het niet over een keuken of een kookhoek beschikt, noch een badkamer geïnstalleerd in een specifieke ruimte met een ventilatiesysteem met luchtstroom naar buiten, enz ;

4. Aan dit gebouw, waaraan de stedenbouwkundige functie van algemeen belang en openbare dienstverlening werd toegekend is er dus op dit moment geen woonfunctie toegekend ;

5. Op 19 maart 2007 is er brand uitgebroken in het gebouw. Sindsdien zijn er enkel reinigingswerken uitgevoerd ; de renovatiewerken zijn nog niet van start gegaan. Er werd geen enkel nieuw verslag van de brandweer opgesteld. Er werd geen enkele controle van de elektrische installatie uitgevoerd door een erkende firma. Hetzelfde geldt voor de verwarmingsinstallatie. Deze installaties houden daarom waarschijnlijk een risico in op elektrocutie of brand.

6. Er is bovendien geen brandwerende deur, geen alarm- noch rookdetectors, geen brandbestendige zoldering noch wanden, geen brandblussers, geen nooduitgang, geen veiligheidssignalisatie, geen conforme verluchting aanwezig ;

Overwegende dat de elementen die vermeld werden in punt 1 en 2 niet direct onder de bevoegdheid van de Burgemeester vallen ;

Overwegende dat de Burgemeester, krachtens art. 133, belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnanties, verordeningen en besluiten van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Gemeenschapscommissies, van de provincieraad en van de bestendige deputatie van de provincieraad, tenzij

deze formeel opgedragen werd aan het schepencollege of aan de gemeenteraad ; dat hij tevens bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnanties, verordeningen en besluiten van de politie ;

Overwegende dat hij bijgevolg belast is met het toezicht op de toepassing van het reglement bedoeld in de punten 3 tot 4 ; dat de schending hiervan in casu vastgesteld is ;

Overwegende dat krachtens de gecombineerde lezing van art. 135, par.2 en 133 de Burgemeester de taak heeft om de ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie en te waken over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen ; dat deze bevoegdheid ook betrekking heeft op ongezonde of bouwvallige gebouwen en woningen, ongeacht of het gaat om openbare of private gebouwen en woningen ;

Overwegende dat uit de elementen die vermeld werden in punt 5 en 6 blijkt dat het gebouw een reëel gevaar oplevert wegens dit gebrek aan veiligheid en de niet-conformiteit van de vertrekken en er geen woning, zelfs niet van lage kwaliteit of tijdelijk, in ondergebracht kan worden ;

Overwegende dat de Burgemeester in het bijzonder, en de gemeentelijke overheid in het algemeen hun burgerlijke en zelfs strafrechtelijke aansprakelijkheid op het spel zouden zetten door de bewoning van het gebouw als dusdanig te gedogen ;

Overwegende dat het aan de Burgemeester is om de nodige maatregelen te treffen om dit gevaar voor de openbare veiligheid te verhelpen ; dat er bijgevolg een einde dient te worden gesteld aan de bezetting van het gebouw en de bezetters uit het gebouw gezet dienen te worden zoals bepaald in artikel 2 hieronder :

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2,

STELT VAST

De onbewoonbaarheid van het gebouw, het risico dat het inhoudt voor de veiligheid van de bezetters en de onmogelijkheid om deze met inachtneming van de geldende regels te bewonen ;

BEPAALT EN BESLIST

Artikel 1 - Dat het verboden is om het gebouw gelegen in de Waversesteenweg 506 te bewonen of te bezetten, zelfs indien tijdelijk of omwille van precaire redenen.

Artikel 2 – Alle bezetters van het gebouw gelegen in de Waversesteenweg 506 worden bevolen om het gebouw op deze dag te ontruimen, ten laatste om 15 uur.

Artikel 3 – De bezetters krijgen de mogelijkheid om zich, deze dag nog, in het gebouw gelegen in de Luitenant Jérôme Beckerstraat 2 te vestigen.

Artikel 4 - Onderhavig besluit wordt vandaag betekend tegen ontvangstbewijs dat door de politie van de zone Montgomery ingediend wordt.

Artikel 5 – Er kan beroep worden aangetekend tegen onderhavige beslissing bij verzoekschrift gericht aan de Raad van State, per aangetekende brief aan de Griffie van de Raad van State – Wetenschapstraat 33 in 1040 Brussel binnen een termijn van 60 dagen na betekening.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

- (1) **Conseil communal - Démission d'un membre - Remplacement - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment et installation d'un conseiller communal.**
Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Vervanging - Onderzoek van de geloofsbrieven - Eedaflegging en installatie van een gemeenteraadslid.

Le Conseil communal,

Attendu que Monsieur Jean-Claude LAURENT a offert la démission de ses fonctions de Conseiller communal;

Attendu que Madame Catherine PRICK, suppléante de la liste 14 des élections du 8 octobre 2006 à laquelle appartient Monsieur Jean-Claude LAURENT vient en ordre utile pour achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Madame Catherine PRICK, par sa lettre du 14.10.2009 accepte d'achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Madame Catherine PRICK réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article 65 de la loi électorale communale; qu'elle ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 8 de la nouvelle loi communale;

Où l'exposé de l'affaire fait en séance publique par Monsieur le Président, rapporteur ;

ARRETE

- les pouvoirs de Madame Catherine PRICK sont validés;
- l'intéressée a prêté le serment légal prévu à l'article 80 de la nouvelle loi communale;
« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuple Belge »;

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de heer Jean-Claude LAURENT zijn ontslag heeft aangeboden uit de functies van Gemeenteraadslid;

Overwegende dat Mevrouw Catherine PRICK, opvolgster van de lijst 14 van de verkiezingen van 8 oktober 2006 tot dewelke de de heer Jean-Claude LAURENT, behoorde als eerste gerangschikt is om het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

Overwegende dat Mevrouw Catherine PRICK, bij zijn brief van 14.10.2009 aanneemt het vrijgekomen mandaat waak te nemen;

Overwegende dat Mevrouw Catherine PRICK aan de vereiste verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet voorzien bij artikel 65 van de gemeentekieswet; dat zij zich in geen enkel geval van onverenigbaarheid bevindt voorzien bij de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 8 van de nieuwe gemeentewet;

Na verslag van de zaak gedaan in openbare zitting door de heer de Voorzitter, verslaggever;

BESLIST

- de geloofsbrieven van de heer Catherine PRICK worden geldig verklaard;
- betrokkene heeft de wettelijke eed afgelegd voorzien bij artikel 80 van de nieuwe gemeentewet :
"Il zweet getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de Wetten van het Belgische Volk".

Monsieur le Président invite les deux plus jeunes membres de l'assemblée à savoir :

- Madame Christina KARKAN

- Madame Claire ALLARD

à introduire Madame Catherine PRICK dans la salle des délibérations.

Monsieur le Président annonce à Madame Catherine PRICK que le Conseil communal vient de valider ses pouvoirs et l'invite à prêter serment.

Après la prestation de serment, Monsieur le Président prend acte de ladite prestation de serment, déclare Madame Catherine PRICK installée en qualité de Conseiller communal et l'invite à prendre place aux bancs du Conseil.

Madame Catherine PRICK siège comme indépendante.

Mijnheer de Voorzitter verzoekt de twee jongste leden van de vergadering. :

- Mevrouw Christina KARKAN

- Mevrouw Claire ALLARD

om Mevrouw Catherine PRICK binnen te leiden in de vergaderzaal.

Mijnheer de voorzitter verklaart aan Mevrouw Catherine PRICK dat de Gemeenteraad haar benoemd heeft en verzoekt haar om de eed af te leggen.

Na de eedaflegging neemt mijnheer de Voorzitter akte van deze eedaflegging, verklaart hij Mevrouw Catherine PRICK tot lid van de Gemeenteraad en verzoekt hij haar om plaats te nemen op de banken van de Gemeenteraad.

Mevrouw Catherine PRICK zetelt als onafhankelijk gemeenteraadslid.

**(2) Conseil communal - Délégations et mandats - Foyer Etterbeekois
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - ""Foyer Etterbeekois""**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 8 octobre 2006 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01.12.2006;

Attendu qu'en sa séance du 07.05.2007, le Conseil communal a désigné Monsieur Jean-Claude LAURENT en qualité de représentant aux assemblées générales et Monsieur Michel WOLFF en qualité de candidat administrateur;

Attendu que Messieurs Jean-Claude LAURENT et Michel WOLFF ont offert la démission de leurs fonctions;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à leurs remplacements;

Vu les articles 100, 101 et 120 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

Madame Eliane PAULISSEN en qualité de représentant aux assemblées générales du Foyer Etterbeekois par 24 oui, 4 non et 1 abstention.

Monsieur Jean-Luc DEBROUX en qualité de candidat administrateur par 24 oui, 1 non et 4 abstentions.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

De Gemeenteraad,

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 en de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op datum van 01.12.2006 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 26 februari 2007 de heer Jean-Claude LAURENT heeft aangesteld als vertegenwoordiger in de algemene vergaderingen en de heer Michel WOLFF als kandidaat-bestuurder ;

Overwegende dat de heer Jean-Claude LAURENT en Michel WOLFF ontslag nemen uit hun ambt ;

Overwegende dat zij bijgevolg vervangen dienen te worden ;

Gelet op artikels 100, 101 en 120 van de nieuwe gemeentewet ;

BENOEMT

Mevrouw Eliane PAULISSEN tot vertegenwoordiger in de algemene vergaderingen van de Foyer Etterbeekois.
De heer Jean-Luc DEBROUX tot kandidaat-bestuurder.

Deze benoemingen blijven geldig tot op het einde van de huidige legislatuur en maken alle voorgaande benoemingen ongedaan.

(3) Fête du mouton - Abattoir temporaire du 27 novembre 2009 - Convention entre la commune d'Etterbeek et la commune d'Anderlecht - Adoption, Schapenfeest - Tijdelijke slachthuis van 27 november 2009 - Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de gemeente Anderlecht - Goedkeuring.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu le rapport au Collège du 22 octobre 2009 ;

Considérant que par son Vade-mecum relatif aux abattages rituels lors de la Fête de l'Aïd-Adha, les Ministres Fédéraux de l'Agriculture et de la Santé publique précisent qu'en l'absence ou l'insuffisance de capacité d'abattage disponible dans les abattoirs agréés, les Administrations communales sont invitées à mettre à la disposition des communautés musulmanes des lieux, préalablement agréés par l'Unité Provinciale de Contrôle de l'AFSCA , destinés à la réalisation des sacrifices ;

Considérant que sur son territoire, la Commune de Etterbeek ne possède pas d'établissements agréés pour l'abattage rituel de moutons ou compatibles avec cette mission;

Considérant que les communes de Forest, Saint Gilles, Koekelberg, Ixelles , Berchem, et Uccle sont également associées au projet d'abattoir temporaire de la Commune d'Anderlecht et que la capacité de cet abattoir sera de 800 têtes;

DECIDE

d'approuver la convention avec la commune de Anderlecht, reprise ci-dessous:

CONVENTION

1. Les administrés de la commune de Etterbeek peuvent bénéficier de l'abattoir agréé mis en place par la commune d'Anderlecht ainsi que de ses services en vue de l'abattage de rite islamique, le 27 novembre 2009, sis dans l'enceinte de la S.A. ABATAN – rue Ropsy-Chaudron, 24 – 1070 Anderlecht (parking sis le long du quai de l'Industrie).

2. La commune de Etterbeek délivrera les autorisations d'abattage prévues par la réglementation fédérale et percevra la redevance d'abattage fixée comme suit :

15,00 EUR. par animal à abattre en filière libre c'est à dire sans aide d'un boucher-habilleurs et dont le propriétaire est un habitant anderlechtois ou d'une commune ayant souscrit une convention avec la commune d'Anderlecht;

30,00 EUR. par animal à abattre en filière avec l'aide d'un boucher-habilleur et dont le propriétaire est un habitant anderlechtois ou d'une commune ayant souscrit une convention avec la commune d'Anderlecht;

3. La différence entre les dépenses encourues pour la mise en place et l'organisation de l'abattoir agréé (la location et le placement d'un chapiteau inclus), à savoir € 36.803,58, seront partagées entre les communes participantes au prorata du nombre de moutons abattus.

4. Le montant sera payé par la commune de Etterbeek sur base d'une déclaration de créance établie par la commune d'Anderlecht. »

De Gemeenteraad,

Gelet op het artikel 135 §2 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het verslag van het College van de 22 oktober 2009;

Overwegende dat, met betrekking tot zijn vademecum betreffende het ritueel slachten voor het feest Aïd-Adha, benadrukt de FOD openbaar gezondheid dat in geval van afwezigheid of onvoldoende capaciteit beschikbaar voor slachting in de bevoegde slachthuizen, de gemeentebesturen verzorgd worden een plek ter beschikking te stellen aan de mohammedaanse gemeenschappen voorafgaand goedgekeurd door de eenheid van de provinciale controle FAVV aangeduid voor de uitvoering van het offerfeest;

Gelet op de samenwerking van de gemeenten Vorst, Sint-Gillis, Koeckelberg, Elsene, Berchem en Ukkel met de gemeente Anderlecht betreffende het tijdelijke slachthuis, en dat dit slachthuis een vermogen van 800 schapen zal bezitten;

BESLIST

de overeenkomst tussen de gemeenten Anderlecht en Etterbeek hieronder goedkeuren :

OVEREENKOMST

1. "De burgers van de gemeente Etterbeek mogen gebruik maken van het officieel erkende slachthuis dat door de gemeente Anderlecht is ingericht alsook van de diensten in het kader van het islamitisch offerfeest, op woensdag 08 december 2008, gelegen in de omheining van de N.V. ABATAN – Ropsy-Chaudronstraat, 24 – 1070 Anderlecht (parking gelegen langsheen de industriekaai)

2. De gemeente Etterbeek zal de vergunningen leveren om te slachten zoals voorzien in het federaal reglement dat een bijdrage voorziet van :

15,00 Euro per geslacht dier, dit indien men onafhankelijk werkt dus zonder hulp van een beenhouwer. De eigenaar van het dier moet ook degelijk inwoner van Anderlecht zijn of van een gemeente die een overeenkomst heeft met Anderlecht.

30,00 Euro per geslacht dier, samen met de hulp van een beenhouwer en wanneer de eigenaar een inwoner van Anderlecht is of van een gemeente.

3. het verschil tussen de uitgaven voorzien om alles op te starten en de organisatie van de officiële slachting, te weten € 36.803,58, huur en plaatsing van een tent inbegrepen, zullen worden verdeeld tussen de deelnemende gemeenten volgens evenredigheid van het aantal geslachte schapen.

4. Het bedrag zal betaald worden door de gemeente Etterbeek op basis van een schuldvordering opgesteld door de gemeente Anderlecht."

(4) Pandémie de grippe AH1N1 - Centre communal de consultations médicales - Location - Convention entre la commune d'Etterbeek et Hôpitaux IRIS SUD HIS - Adoption. Griep пандеміе AH1N1 - Gemeentelijk centrum voor medische consultaties - Verhuur - Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en IRIS ZIEKENHUIZEN ZUID - Goedkeuring.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Vu l'article 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu le rapport au Collège du 20 août 2009 ;

Vu le cadre fédéral de la préparation à l'émergence d'une pandémie de la grippe AH1N1 (instructions du commissariat interministériel influenza), lequel impose aux communes la création d'un centre de consultations médical en cas de pic de pandémie;

Considérant que la commune ne possède pas de bâtiments adéquats;

DECIDE

d'approuver la convention entre Hôpitaux Iris Sud (HIS) et la commune de Etterbeek, reprise ci-dessous:

CONVENTION

D'une part

L'ASSOCIATION HOSPITALIERE D'ANDERLECHT, SAINT-GILLES, ETTERBEEK ET IXELLES - HOPITAUX IRIS SUD », en abrégé HIS

Ayant son siège à Etterbeek, rue Baron Lambert n°38

Représentée par Monsieur I. HALBERTHAL, Président du Conseil d'Administration et Monsieur VAN VLASSELAER, Administrateur Général.

Ci-après dénommée « le locataire principal »,

ET

D'autre part

L'Administration Communale d'Etterbeek

Ayant son siège à Etterbeek, Avenue d'Auderghem 113/115

Représenté par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre

Ci-après dénommée « le sous-locataire »,

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ RAPPELÉ QUE :

Le locataire principal est titulaire d'un bail emphytéotique portant sur un bâtiment hospitalier, situé rue Baron Lambert, n° 34 à 44 et donnant à l'arrière rue Antoine Gautier n° 43 et entre les n° 47 et 69 sur et avec terrain cadastré en section B, annexé aux présentes.

Ce bail a été consenti pour une durée de trente années, commençant à courir le 21 décembre 2000, pour expirer le 20 décembre 2030.

L'article 2-B) dudit bail autorise la sous-location.

Dans le cadre de la préparation à l'émergence d'une pandémie de la grippe A H1N1 les parties se sont rapprochées afin de mettre en place un business continuity planning (BCP) et ont convenues ce qui suit :

Article 1 - Sous-bail • Désignation.

Le locataire principal donne par les présentes en sous-location au sous-locataire qui accepte les locaux dont la désignation suit :

Le rez-de-chaussée, les étages 1, 2 et 3 de l'immeuble sis rue Antoine Gautier n° 43 à Etterbeek (1040)

Article 2 – Durée.

La présente sous-location est consentie pour une durée de 7 (sept) mois consécutifs, prenant cours le 1^{er} septembre 2009 pour expirer le 31 mars 2010.

Deux reconductions pour une durée de 1 (un) mois chacune, seront envisageables (soit jusqu'au 30 avril et/ou 31 mai 2010) et ce, après en avoir fait expressément la demande par écrit un mois et demi avant l'issue du contrat et après acceptation écrite du locataire principal.

Aucune reconduction tacite ne sera possible.

Article 3 – Destination.

Les lieux pourront être utilisés par le sous-locataire dans le cadre de la coordination communale du traitement de la grippe A H1N1.

Article 4 - Sous-loyers et accessoires.

Montant

La présente sous-location est consentie et acceptée moyennant un sous-loyer de 1 (un) Euros symbolique, hors charges.

Modalités de règlement

Le sous-loyer sera payable mensuellement et d'avance au domicile du locataire principal, et pour la première fois le 1^{er} septembre 2009.

Charges

Concernant l'eau, le gaz, le chauffage et l'électricité, des compteurs individuels étant installés, le sous-locataire règlera le montant correspondant à sa consommation, après re-facturation par le locataire principal.

La téléphonie fera l'objet d'une re-facturation détaillée par le locataire principal au sous-locataire.

L'accès à internet sera facturé forfaitairement à 50 € / mois.

Article 5 - Conditions locatives.

Les parties seront soumises pendant le cours du présent bail aux obligations résultant de la loi et de l'usage, ainsi qu'aux conditions suivantes, que le sous-locataire s'engage à exécuter :

Activités autorisées

Le sous-locataire n'exercera dans les lieux que les activités autorisées par le bail principal, à l'exclusion de toute autre.

Le sous-locataire assurera personnellement la gestion quotidienne et de l'entretien de l'immeuble.

Les activités autorisées ne devront donner lieu à aucune contravention ni à aucune plainte ou réclamation de la part du voisinage. Le sous-locataire fera en conséquence son affaire personnelle de tous les griefs qui seraient faits à ce sujet.

Garnissement et exploitation

Le sous-locataire maintiendra les locaux en état d'utilisation effective et devra se comporter en bon père de famille pendant toute la durée de la présente convention.

Le locataire principal communiquera le code de l'alarme au sous locataire qui s'engage à ne pas le modifier et à ne le communiquer qu'à un nombre limité de personnes.

Le sous-locataire fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives généralement nécessaires.

Entretien • Travaux • Réparations

Le sous-locataire prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance.

Le sous-locataire tiendra les lieux en bon état d'entretien. Il effectuera toutes les réparations qui sont habituellement à la charge du locataire principal.

Le sous-locataire ne pourra faire dans les lieux aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, sans l'autorisation préalable et par écrit du locataire principal.

De même que le locataire principal pourra exiger la remise en état des lieux par le sous locataire lors de son départ.

Article 6 – Prescriptions particulières

En raison de la nature de l'activité exercée et par mesure de sécurité, aucun accès à l'hôpital n'est permis.

Le sous-locataire tiendra à la disposition du locataire principal tous les documents relatifs au plan de prévention et de gestion en matière de déchets de soins de santé.

En cas de non-conformité, le locataire principal pourra exiger une mise en conformité dans un délai d'un mois.

Le sous-locataire ne chargera pas les planchers d'un poids supérieur à celui qu'ils peuvent normalement supporter, et en cas de doute, s'assurera de ce poids auprès du service travaux du locataire principal

Le sous-locataire s'abstiendra de toutes activités inconfortables ou insalubres, et prendra toutes mesures utiles pour empêcher tous bruits excessifs ou odeurs désagréables, et s'abstiendra de jeter des produits corrosifs ou obstruants dans les égouts et canalisations.

Article 7 – Responsabilité - Recours

Le sous-locataire renonce à tout recours en responsabilité contre le locataire principal en cas de :

- vol ou tout acte délictueux dont le sous-locataire, ses préposés, ses patients et leur famille, pourraient être victimes dans les lieux sous-loués, le locataire principal n'assumant notamment aucune obligation de surveillance;

- interruption dans les services de l'immeuble, et notamment de l'eau, du gaz, de l'électricité, du chauffage, de la ventilation, de la climatisation ou du téléphone, sauf carence persistante du locataire principal;

- dégâts causés aux lieux loués et objets ou marchandises s'y trouvant, par suite de fuites, infiltrations, humidité ou autres circonstances, le sous-locataire devant s'assurer contre ces risques sans recours contre le locataire principal;

Article 8 – Compétence de juridiction

Toute contestation se rapportant au présent contrat sera tranché par les Tribunaux de Bruxelles.

Article 9 – Cession – Sous location

Le sous-locataire devra occuper les lieux personnellement et sans pouvoir en concéder la jouissance, totale ou partielle, même gratuite, à un tiers, sauf autorisation accordée par le locataire principal et en conformité avec l'article 3 de la présente.

Article 10 - Impôts et taxes.

Le sous-locataire remboursera au locataire principal la quote-part des taxes liée à l'occupation des locaux, ainsi que toutes autres taxes nouvelles auxquels le locataire principal pourrait se trouver assujéti pour l'immeuble dont dépendent les locaux loués.

Article 11 – Assurances.

Le sous-locataire est tenu pour sa part de s'assurer contre tous les risques pouvant résulter de son occupation des locaux pour le locataire principal et l'immeuble, notamment l'incendie.

Le sous-locataire fera assurer pour toute la durée du bail sa responsabilité civile et celles des personnes qui dépendent de lui.

Les dispositifs de sécurité installés par le sous-locataire devront être conformes aux prescriptions réglementaires mises en place par le service interne pour la prévention et la protection au travail (SIPPT) des Hôpitaux Iris Sud, et aux exigences des compagnies d'assurance.

Tout sinistre devra faire l'objet d'une déclaration immédiate adressée au locataire principal avec copie de la déclaration adressée à la compagnie d'assurance du sous-locataire.

Article 12 - Modifications • Tolérance.

Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un écrit sous forme d'acte bilatéral.
 Cette modification ne pourra en aucun cas être déduite de la passivité du locataire principal, ou de simples tolérances.

Article 13 - État des lieux d'entrée.

À la prise d'effet du présent contrat, un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties ou leurs représentants.

Article 14 - Restitution des lieux.

Le sous locataire devra rendre en bon état les lieux sous-loués, et devra acquitter le montant des réparations qui pourrait être dû.

À cet effet, et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, il sera établi un état de lieux et des réparations à effectuer incombant au sous-locataire, d'un commun accord entre les parties.

Le locataire principal fera ensuite diligenter l'exécution des travaux par toutes entreprises de son choix au juste prix et notifiera au sous-locataire, le coût de l'exécution des réparations.

Article 15 - Élection de domicile.

Le locataire principal fait élection de domicile à l'adresse indiquée dans le préambule des présentes.

Le sous-locataire fait élection de domicile à l'adresse de la Commune d'Etterbeek.

Toute communication à faire en vertu du présent contrat devra se faire à ces adresses. »

De Gemeenteraad,

Gelet op het artikel 135 §2 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het verslag van het College van de 20 augustus 2009;

Overwegende het federale kader van de voorbereiding op een uitbraak van een pandemie van de griep AH1N1 (instructies van de interministeriële commissaris influenza), die de gemeenten dwingt het ontstaan van een gemeentelijk centrum voor medische consultaties in geval van piek van grieppandemie;

Overwegende dat de gemeente geen aangepaste gebouw bezit;

BESLIST

de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en IRIS ZIEKENHUIZEN ZUID (IZZ) hieronder goedkeuren :

OVEREENKOMST

“Enerzijds

ZIEKENHUISVERENIGING VAN ANDERLECHT, SINT-GILLIS, ETTERBEEK EN ELSENE – IRIS ZIEKENHUIZEN ZUID », afgekort als IZZ

Met zetel te Etterbeek, Baron Lamberstraat n°38

Vertegenwoordigd door de heer I.HALBERTHAL, Voorzitter van de Raad van Bestuur en de heer VAN VLASSELAER, Administrateur-generaal.

Hierna « de hoofdhuurder » genoemd,

EN

Anderzijds

Het Gemeentebestuur van Etterbeek

Met zetel te Etterbeek, Oudergemlaan 113/115

Vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester

Hierna « de onderhuurder » genoemd,

WERD ER VOORAFGAANDELIJK OP GEWEZEN DAT :

De hoofdhuurder de houder is van een erfpacht houdende een ziekenhuisgebouw, gelegen in de Baron Lambertstraat n°34 tot 44, dat aan de achterkant uitgeeft op de Antoine Gautierstraat n°43 en tussen de n°47 en 69 en met het terrein gekadastreerd, afdeling B aanliggend aan voormelde gebouwen.

Deze erfpachtovereenkomst wordt gesloten voor een duur van dertig jaar, en zal aanvang nemen op 21 december 2000 om te eindigen op 20 december 2030.

Artikel 2-B van deze erfpachtovereenkomst verleent toestemming voor de onderverhuuring.

De partijen zijn bijegekomen in het kader van de voorbereiding op een uitbraak van een pandemie van de griep AH1N1 om een business continuity planning (BCP) op te stellen en zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1 – Onderverhuuring • Beschrijving van het goed.

De hoofdhuurder geeft hierbij in onderverhuur aan de onderhuurder, die aanvaardt, de hierna beschreven lokalen:

-Het gelijkvloers, de 1ste, 2de en 3de verdiepingen van het appartementsgebouw gelegen in de Antoine Gautierstraat n°43 te Etterbeek (1040)

Artikel 2 – Duur.

Onderhavige onderhuur wordt afgesloten voor een duur van 7 (zeven) opeenvolgende maanden, met ingang vanaf 1 september 2009 om te eindigen op 31 maart 2010. Er worden twee mogelijke verlengingen, elk voor de duur van 1 (een) maand, voorzien (m.a.w tot en met 30 april en/of 31 mei 2010) en dit na uitdrukkelijke schriftelijke aanvraag anderhalve maand voor het aflopen van de overeenkomst en na schriftelijke toestemming van de hoofdhuurder. Een stilzwijgende verlenging zal in geen geval mogelijk zijn.

Artikel 3 - Bestemming.

Het goed zal gebruikt kunnen worden door de onderverhuurder in het kader van de gemeentelijke coördinatie voor de behandeling van de griep A H1N1.

Artikel 4 – Onderhuur en bijkomende lasten.

Bedrag

Onderhavige onderhuur wordt afgesloten en aanvaard tegen de betaling van een onderhuurbedrag van 1 (een) symbolische euro, lasten niet inbegrepen.

Wijze van betaling

De onderhuur moet maandelijks en vooraf betaald worden ten huize van de hoofdhuurder, en voor de eerste maal op 1 september 2009.

Lasten

Aangezien er individuele meters voor het water, het aardgas, de verwarming en de elektriciteit geïnstalleerd zijn, zal de onderhuurder het bedrag betalen dat overeenkomt met zijn verbruik, nadat dit aan hem doorgerekend werd door de hoofdhuurder.

Voor de telefoonkosten zal de onderhuurder een gedetailleerde doorrekening ontvangen. Voor de toegang tot internet zal een forfaitair bedrag van 50€ / maand aangerekend worden.

Artikel 5 – Huurvoorwaarden.

Tijdens de loop van onderhavige huurovereenkomst zullen de partijen onderworpen zijn aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wet en het gebruik, evenals aan de volgende voorwaarden, die de onderhuurder zich verbindt uit te voeren :

Toegestane activiteiten

De onderhuurder zal op het goed enkel de activiteiten uitvoeren die toegestaan werden door de hoofdhuurovereenkomst, met uitsluiting van alle andere.

De onderhuurder zal persoonlijk instaan voor het dagelijkse beheer en onderhoud van het gebouw.

De toegestane activiteiten mogen in geen geval aanleiding geven tot een overtreding of klacht van de buurtbewoners. De onderhuurder zal zich bijgevolg persoonlijk bezighouden met alle grieven die in dit verband geuit zouden worden.

Bemeubeling en gebruik

De onderhuurder zal de lokalen in een effectieve gebruikstoestand onderhouden en zal optreden als een goede huisvader voor de volledige duur van onderhavige overeenkomst.

De hoofdhuurder zal de code van het alarm meedelen aan de onderhuurder die zich ertoe verbindt deze niet te wijzigen en slechts aan een beperkt aantal personen mee te delen.

De onderhuurder zal persoonlijk zorgen voor alle bestuurlijke vergunningen die algemeen vereist zijn.

Onderhoud • Werken • Herstellingen

De onderhuurder betreft de lokalen in de staat waarin deze zich bevinden op het moment van ingebruikneming.

De onderhuurder zal het goed in een goede staat onderhouden. Hij zal alle herstellingen op zich nemen die gewoonlijk ten laste zijn van de hoofdhuurder.

De onderhuurder mag in het goed geen enkele wijziging aanbrengen in de onderverdeling, geen afbraakwerken ondernemen, niet in muren of nissen boren, geen bouwwerken uitvoeren, zonder de voorafgaandelijke schriftelijke toestemming van de hoofdhuurder.

De hoofdhuurder zal eveneens kunnen eisen dat het goed hersteld wordt in zijn oorspronkelijke staat door de onderhuurder bij diens vertrek.

Artikel 6 – Bijzondere voorschriften

Omwille van de aard van de uitgeoefende activiteit en uit voorzorg wordt geen enkele toegang naar het ziekenhuis toegestaan.

De onderhuurder zal alle documenten betreffende het preventieplan en het afvalbeheer ter beschikking houden van de hoofdhuurder.

De onderhuurder zal geen hinderlijke of ongezonde activiteiten ondernemen, zal alle mogelijke maatregelen nemen om geluidsoverlast of geurhinder te voorkomen, en zal geen bijtende of verstoppende producten in de riolering en leidingen gooien.

Artikel 7 – Verantwoordelijkheden - Beroep

De onderhuurder verzaakt aan elk verhaal tegen de hoofdhuurder in geval van :

- diefstal, of om het even welk misdrijf waar de onderhuurder, zijn afgevaardigden, zijn patiënten en hun familieleden, het slachtoffer van zouden worden in het onderverhuurde goed. De hoofdhuurder neemt geen enkele bewakingsverplichting op zich ;
- onderbreking in de dienstvoorzieningen van het gebouw, met name de watervoorziening, aardgas, elektriciteit, verwarming, verluchting, air-conditioning, of telefoon, behalve bij aanhoudend verzuim door de hoofdhuurder ;
- schade aan het gehuurde goed en voorwerpen of goederen die zich erin bevinden, die veroorzaakt werd door lekken, infiltraties, vochtigheid of andere omstandigheden. De onderhuurder dient zich tegen deze risico's te verzekeren met afstand van verhaal ten overstaan van de hoofdhuurder ;

Artikel 8 – Rechterlijke bevoegdheid

Elke betwisting met betrekking tot onderhavig contract zal beslecht worden door de Rechtbanken van Brussel.

Artikel 9 – Overdracht • Onderhuur

De onderhuurder zal het goed persoonlijk moeten betrekken zonder het totale of gedeeltelijke gebruik ervan, zelfs gratis, aan een derde toe te staan, tenzij met toestemming van de hoofdhuurder en overeenkomstig artikel 3 van onderhavige overeenkomst.

Artikel 10 – Belastingen en taksen.

De onderhuurder zal aan de hoofdhuurder het aandeel terugbetalen van de belastingen die verbonden zijn aan het gebruik van de lokalen, evenals alle andere nieuwe belastingen waaraan de hoofdhuurder aan onderworpen zou kunnen worden voor het gebouw waarvan de gehuurde lokalen deel uitmaken.

Artikel 11 – Verzekering.

De onderhuurder dient zich voor zijn aandeel te verzekeren tegen alle risico's die kunnen voortvloeien uit zijn gebruik van de lokalen waaraan de hoofdhuurder en het gebouw blootgesteld zijn, met name aan brandgevaar.

De onderhuurder zal voor de gehele duur van de huurovereenkomst een verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid nemen voor zichzelf en voor de personen die van hem afhangen.

De veiligheidsvoorzieningen die door de onderhuurder geïnstalleerd worden, moeten beantwoorden aan de reglementaire voorschriften die uitgevaardigd werden door de interne dienst voor preventie en bescherming op de werkvloer (IDBP) van de Irisziekenhuizen Zuid, en aan de eisen van de verzekeringsmaatschappijen.

Bij elke ramp moet een onmiddellijke verklaring overgemaakt worden aan de hoofdhuurder met een kopie gericht aan de verzekeringsmaatschappij van de onderhuurder.

Artikel 12 – Wijzigingen • Gedoging.

Onderhavige overeenkomst kan enkel gewijzigd worden door middel van een schriftelijke bilaterale overeenkomst.

Deze wijziging mag in geen geval afgeleid worden uit het niet handelen van de hoofdhuurder of het loutere gedogen.

Artikel 13 – Plaatsbeschrijving bij betrekking van het goed.

Bij de inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst wordt een plaatsbeschrijving op tegenspraak opgemaakt door de partijen of hun vertegenwoordigers.

Artikel 14 – Teruggave van het goed.

De onderhuurder zal het ondergehuurde goed in goede staat moeten terugbezorgen en het bedrag moeten vereffenen van de herstellingen die nodig zouden zijn.

Hiervoor dient, ten laatste op de dag waarop de overeenkomst vervalt, een plaatsbeschrijving opgesteld te worden evenals een beschrijving van de uit te voeren herstellingen ten laste van de onderhuurder, waarvoor beide partijen zich akkoord verklaren.

De hoofdhuurder zal vervolgens de uitvoering van de werken laten uitvoeren door de onderneming van zijn keuze aan een correcte prijs en zal de kosten voor de uitvoering van de herstellingen meedelen aan de onderhuurder.

Artikel 15 – Keuze van woonplaats.

De hoofdhuurder kiest woonplaats op het adres dat vermeld wordt in de voorafgaandelijke uiteenzetting van onderhavig contract. De onderhuurder kiest woonplaats op het adres van de Gemeente Etterbeek. Elke mededeling die gedaan moet worden krachtens onderhavig contract, moet gericht worden aan onderstaande adressen.”

(5) Convention transactionnelle en matière de mobilier urbain avec la société CLEAR CHANNEL Compromisovereenkomst inzake stadsmeubilair met de maatschappij CLEAR CHANNEL

Ce point est retiré de l'Ordre du Jour du conseil.

Dit punt wordt van de agenda van gemeenteraad ingetrokken.

(6) Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information

**Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten -
Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisname**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 15 octobre 2009

Objet : Voirie – Acquisition d'un bac à grappin supplémentaire
Estimation de la dépense : € 2.750,00 TVA comprise
Article budgétaire : 421/743-53 du budget extraordinaire de 2009

Date : 22 octobre 2009

Objet : Garage communal – Acquisition d'un transpalette
Estimation de la dépense : € 550,00 TVA comprise
Article budgétaire : 136/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 22 octobre 2009

Objet : Hôtel communal – Remplacement de deux doubles portes (niveau -1 – accès vers le parc Keith Haring)
Estimation de la dépense : € 11.939,07 TVA comprise
Article budgétaire : 104/724-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 22 octobre 2009

Objet : Dépôt communal – Remplacement d'un volet de sécurité
Estimation de la dépense : € 4.270,00 TVA comprise
Article budgétaire : 421/724-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 22 octobre 2009

Objet : Dépôt communal de voirie rue Beckers – Etude de sol complémentaire
Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/733-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 22 octobre 2009

Objet : Projet potagers et vergers collectifs – Aménagement des supports des plantations
Estimation de la dépense : € 3.750,00 TVA comprise
Article budgétaire : 879/721-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009

Objet : Pouvoir communal – Acquisition de matériel multimédia
Estimation de la dépense : € 3.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 101/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009

Objet : Voirie – Maintenance extraordinaire de l'épandeuse

Estimation de la dépense : € 3.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 421/745-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009
Objet : Propreté publique – Acquisition de matériel (conteneur)
Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009
Objet : Entretien des espaces verts – Acquisition de matériel de jardinage sur batterie
Estimation de la dépense : € 6.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 766/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009
Objet : Propreté publique – Acquisition de matériel (appareil photo)
Estimation de la dépense : € 300,00 TVA comprise
Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 29 octobre 2009
Objet : Centre des sports d'Etterbeek – Etude pour la rénovation complète de la toiture
Estimation de la dépense : € 80.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 764/721-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Centre Senghor – Remise en état détection incendie
Estimation de la dépense : € 12.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Service de prévention – Acquisition de matériel divers
Estimation de la dépense : € 13.660,31 TVA comprise
Article budgétaire : 300/744-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Service de prévention – Acquisition de matériel informatique
Estimation de la dépense : € 11.250,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/742-53 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Service de prévention – Acquisition de matériel de téléphonie
Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/742-54 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Service de prévention – Acquisition de mobilier
Estimation de la dépense : € 3.782,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/741-51 du budget extraordinaire de 2009

Date : 12 novembre 2009
Objet : Maison des jeunes – Remise en état de la façade extérieure et remise en état intérieure
Estimation de la dépense : € 65.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 761/724-60 du budget extraordinaire de 2009

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 15 oktober 2009

Onderwerp: Wegen – Aankoop van een bijkomende grijperbak

Raming van de uitgave: € 2.750,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/743-53 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 22 oktober 2009

Onderwerp: Gemeentelijke garage – Aankoop van een transpalet

Raming van de uitgave: € 550,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 136/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 22 oktober 2009

Onderwerp: Gemeentehuis – Vervanging van twee dubbele deuren (niveau -1 – toegang tot het Keith Haringpark)

Raming van de uitgave: € 11.939,07, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/724-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 22 oktober 2009

Onderwerp: Gemeentelijk depot – Vervanging van een veiligheidsluik

Raming van de uitgave: € 4.270,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/724-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 22 oktober 2009

Onderwerp: Gemeentelijk wegendepot Beckersstraat – Bijkomend bodemonderzoek

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/733-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 22 oktober 2009

Onderwerp: Project collectieve groentetuinen en boomgaarden – Inrichting steunelementen voor de beplantingen

Raming van de uitgave: € 3.750,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 879/721-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Gemeentelijke overheid – Aankoop van multimediamateriaal

Raming van de uitgave: € 3.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 101/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Wegen – Buitengewoon onderhoud van de spreidmachine

Raming van de uitgave: € 3.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 421/745-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Openbare netheid – Aankoop van materiaal (container)

Raming van de uitgave: € 5.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Onderhoud van de groene ruimtes – Aankoop van tuinmateriaal op batterij

Raming van de uitgave: € 6.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Openbare netheid – Aankoop van materiaal (foto toestel)

Raming van de uitgave: € 300,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 29 oktober 2009

Onderwerp: Sportcentrum van Etterbeek – Studie voor de volledige renovatie van het dakwerk

Raming van de uitgave: € 80.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/721-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Centrum Senghor – Herstelling van de branddetectie

Raming van de uitgave: € 12.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Preventiedienst – Aankoop van divers materiaal

Raming van de uitgave: € 13.660,31, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 300/744-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Preventiedienst – Aankoop van informaticamateriaal

Raming van de uitgave: € 11.250,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 300/742-53 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Preventiedienst – Aankoop van telefoniemateriaal

Raming van de uitgave: € 500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 300/742-54 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Preventiedienst – Aankoop van meubilair

Raming van de uitgave: € 3.782,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 300/741-51 van de buitengewone begroting van 2009

Datum: 12 november 2009

Onderwerp: Jeugdhuis – Herstel van de buitengevel en herstel binnenin het jeugdhuis

Raming van de uitgave: € 65.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 761/724-60 van de buitengewone begroting van 2009

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

(7) Culte israélite - Communauté du israélite du rite sépharadite de Bruxelles - Compte 2007 Israëlitische eredienst - Israëlitische gemeenschap van de sefardische ritus van Brussel - Rekening 2007

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal.

Attendu que l' administration communale de Schaerbeek nous a fait parvenir le 1^{er} octobre 2009, le compte 2007 de la Communauté Israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles ;

Attendu que les comptes se présentent comme suit :

RECETTES

ordinaires	246.578,23
extraordinaires	9.260,63
TOTAL	255.838,86

DEPENSES

relatives au culte	65.739,15
ordinaires	125.635,09
extraordinaires	56.687,35
TOTAL	248.061,59

BONI DE 7.777,27

Attendu que quelques articles budgétaires accusent un dépassement de crédit, sans que des modifications budgétaires souhaitable ait été introduites;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale

Attendu que le compte de cette Communauté se clôture en boni ;

DECIDE

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2007 de la Communauté Israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles.

De Gemeenteraad.

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Schaarbeek ons op 1ste oktober 2009 de rekening 2007 van de Israelitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel heeft overgemaakt ;

Overwegende dat de rekening de volgende inhoud heeft ;

ONTVANGSTEN

gewone	246.578,23
buitengewone	9.260,63
TOTAAL	255.838,86

UITGAVEN

betreffende de eredienst	65.739,15
gewone	125.635,09
buitengewone	56.687,35
TOTAAL	248.061,59

OVERSCHOT VAN 7.777,27

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat begrotingswijzigingen in de loop van het jaar werden ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente;
Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST

een gunstig advies over dit document te verstrekken, onder voorbehoud van hogervermelde opmerkingen.

**(8) Culte israélite - Communauté israélite du rite sépharadite de Bruxelles - Budget 2008
Israëlitische eredienst - Israëlitische gemeenschap van de sefardische ritus van Brussel -
Begroting 2008**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que l'Administration communale de Schaerbeek nous a transmis le 1^{er} octobre 2009, pour avis, conformément aux instructions en la matière, le budget pour 2008 de la Communauté israélite du Rite Sépharadite de Bruxelles dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune;

Attendu que ce document se présente comme suit:

RECETTES

ordinaires	277.700,42
extraordinaires	0
TOTAL	277.700,42

DEPENSES

relatives au culte	63.250,00
ordinaires	146.816,83
extraordinaires	67.633,59
TOTAL	277.700,42

SOIT EN EQUILIBRE :

Attendu que les dépenses facultatives figurant dans ces budgets ne peuvent être liquidées que si les ressources propres de la Communauté le permettent;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale

Attendu que le budget 2008 de cette église se clôture en équilibre, sans intervention de la commune;

DECIDE

d'émettre un avis favorable a l'approbation de ce document.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Schaarbeek ons op 1ste oktober 2009, voor advies, de begroting 2008 van de Israëlitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel waarvan de gebiedsomschrijving zich uitstrekt over onze gemeente heeft overgemaakt overeenkomstig de terzake bestaande voorschriften ;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft ;

ONTVANGSTEN

gewone	277.700,42
buitengewone	0
totaal	277.700,42

UITGAVEN

betreffende de eredienst	63.250,00
gewone	146.816,83
buitengewone	67.633,59
totaal	277.700,42

HETZIJ IN EVENWICHT :

Overwegende dat de facultatieve uitgaven maar mogen vereffend worden als de eigenlijke ontvangsten van de Gemeenschap dit toelaten ;

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst ;

Gelet op artikel 155, 9° van de gemeentewet ;

Overwegende dat de begroting 2008 van de Israëlitische Gemeenschap van de Sefardische Ritus van Brussel in evenwicht is zonder tussenkomst van de gemeente ;

BESLUIT

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document .

**(9) Régie communale autonome - Plan financier 2009-2011
Autonome gemeenteregie - Financieel plan 2009-2011**

Par 24 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 24 ja-stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 31 des statuts de la Régie Communale Autonome prévoyant de transmettre au Conseil communal un plan financier lorsque le compte de résultat enregistre une perte durant deux exercices consécutifs ;

Attendu que le plan financier 2009-2011 a été arrêté par le Conseil d'administration de la Régie Communale Autonome en date du 28 septembre 2009 ;

DECIDE

- 1) d'approuver le plan financier 2009-2011 en annexe ;
- 2) du maintien des activités de la Régie Communale Autonome.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 31 van de statuten van de Autonome Gemeenteregie waarin voorzien wordt dat een financieel plan aan de Gemeenteraad moet worden voorgelegd indien de resultatenrekening gedurende twee opeenvolgende jaren een verlies laat noteren;

Overwegende dat het financieel plan 2009-2011 door de Raad van Bestuur werd aangenomen in zijn vergadering van 28 september 2009;

BESLIST

- 1) het financieel plan 2009-2011, in bijlage, goed te keuren;
- 2) de activiteiten van de Autonome Grondregie verder te zetten.

(10) Régie communale autonome - Rapport d'activités 2008 Autonome gemeenteregie - Activiteitenverslag 2008

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal

Vu les articles 18.1 et 32 des statuts de la Régie Communale Autonome prévoyant de transmettre chaque année au Conseil communal le rapport d'activités comprenant au moins les comptes annuels arrêtés au 31 décembre et le plan de gestion qui énonce les objectifs ;

Attendu que le rapport d'activités 2008 a été arrêté par le Conseil d'administration de la Régie Communale autonome en date du 28 septembre 2009 ;

Attendu que le compte peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	2.067.021,52	Ventes et prestations	1.476.852,38
<i>Boni d'exploitation</i>		<i>Perte d'exploitation</i>	<i>590.169,14</i>
Charges financières	117.406,05	Produits financiers	9.379,90
<i>Bénéfice courant</i>		<i>Perte courante</i>	<i>698.195,29</i>
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	652,88
Impôts sur le résultat	32,40	Prélèvements sur les impôts différés	
Bénéfice de l'exercice		Perte de l'exercice	697.574,81

Attendu que la Régie Communale Autonome comptabilise depuis au moins deux ans des pertes ;

Attendu que la situation financière de la Régie communale autonome ne permet pas de payer les annuités du canon emphytéotique sans faire appel à un subside communal supplémentaire ;

DECIDE

- 1) d'approuver le rapport d'activités 2008 de la Régie Communale Autonome ;
- 2) de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2008 ;
- 3) de donner décharge au commissaire réviseur et aux commissaires aux comptes.
- 4) de suspendre la réclamation des annuités du canon emphytéotique jusqu'au moment où la Régie communale autonome disposera des moyens nécessaires.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 18.1 en 32 van de statuten van de Autonome Gemeenteregie waarin voorzien wordt dat het activiteitenverslag met de jaarrekeningen afgesloten op 31 december en het beheersplan met de doelstellingen elk jaar aan de Gemeenteraad moeten worden voorgelegd;

Overwegende dat het activiteitenverslag 2008 door de Raad van Bestuur werd aangenomen in zijn vergadering van 28 september 2009;

Overwegende dat de rekening als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	2.067.021,52	Diensten en verkopen	1.476852,38
<i>Exploitatiewinst</i>		<i>Exploitatieverlies</i>	590.169,14
Financiële lasten	117.406,05	Financiële opbrengsten	9.379,90
<i>Batig courant resultaat</i>		<i>Nadelig courant resultaat</i>	698.195,29
Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	652,88
Belasting op het resultaat	32,40	Onttrekking aan uitgestelde belastingen	
Winst van het dienstjaar		Verlies van het dienstjaar	697.574,81

Overwegende dat sinds minstens twee jaren de resultaten verlieslatend zijn;

Overwegende dat het Autonoom gemeentebedrijf, door zijn financiële toestand, niet bij machte is het jaarlijks bedrag van de erfpacht te betalen zonder beroep te doen op een bijkomende gemeentelijke subsidie;

BESLUIT

- 1) het activiteitenverslag 2008 goed te keuren;
- 2) de bestuursleden kwijting te verlenen voor hun beheer tijdens het jaar 2008;
- 3) kwijting te verlenen aan de commissaris-revisor en de commissarissen voor de rekening.
- 4) de eis om het jaarlijks bedrag van de erfpacht te betalen op te schorten tot zijn financiële toestand dit weer toe laat

(11) Budget 2008 - Modification n° 99 Begroting 2008 - Wijziging nr 99

*Par 24 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met 24 ja-stemmen en 5 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Voir annexe – Zie bijlage

(12) Budget 2010 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2010 Begroting 2010 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2010

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2010 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2010.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting over 2010 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT

Aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2010.

(13) C.P.A.S. - Budget 2010 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2010 O.C.M.W. - Begroting 2010 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2010.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'en date du 28 septembre 2009, le Conseil de l'Aide Sociale a décidé de solliciter l'autorisation de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1^{er} trimestre 2010;

Attendu qu'en vertu des articles 27, 28 et 29 de l'Arrêté du Régent du 10/02/1945, portant règlement général sur la comptabilité communale, lorsque le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, les crédits provisoires doivent être approuvés par le Conseil communal;

AUTORISE

le C.P.A.S. de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1^{er} trimestre 2010.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijke Welzijn op 28 september 2009, beslist heeft de toestemming aan te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2010 te mogen beschikken;

Overwegende dat krachtens artikels 27, 28 en 29 van het Regentsbesluit van 103.02.1945, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit de voorlopige kredieten goed gekeurd moeten worden door de Gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is gestemd door de Raad;

MACHTIGD

Het O.C.M.W. om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1^{ste} trimester 2010.

- (14) Interpellation proposée par Mme Françoise CARTON de WIART relative au kiosque à fleurs situé au coin de l'avenue de Tervueren et de la rue des Tongres.
Interpellatie voorgesteld door Mw Françoise CARTON de WIART betreffende de bloemenkiosk op de hoek van de Tervurenlaan en de Tongerenstraat.**

*Madame Françoise CARTON de WIART retire son interpellation.
Mevrouw Françoise CARTON de WIART schrapte zijn interpellatie uit.*

- (15) Interpellation proposée par Monsieur Stéphane VAN VAERENBERGH relative au parking sauvage qui sévit place Saint-Pierre.
Interpellatie voorgesteld door de heer Stéphane VAN VAERENBERGH betreffende het wildparkeren op Sint Pietersplein.**

Monsieur Stéphane VAN VAERENBERGH expose son interpellation.

Plusieurs fois par semaine, je me rends à la Clinique Saint Michel, en empruntant, à pied, le trottoir qui relie la chaussée Saint Pierre à l'Avenue des Celtes.

Ce trottoir est généralement très encombré, voire même inaccessible à cause des véhicules qui y sont stationnés de manière sauvage.

Si un incendie devait un jour se déclarer au sein d'un des immeubles situés sur cette portion de trottoir, les pompiers seraient dans l'incapacité totale de s'y rendre, puisque l'unique espace encore libre est celui situé à l'entrée dudit trottoir, en face du marchand de vin.

J'ai interrogé à ce sujet les stewards de la commune. Ceux-ci m'ont unanimement répondu qu'ils ne pouvaient pas dresser contravention, parce que les véhicules incriminés ne sont pas parqués sur les emplacements qui leur sont destinés.

Non seulement les propriétaires de ces véhicules mal garés ne payent pas la redevance qui leur échoit, mais ils sont surtout source de gêne, de danger et d'insécurité.

Je pense ici plus particulièrement aux mamans avec poussettes et aux personnes à mobilité réduite qui sont de plus en plus souvent obligées de longer le trottoir en question, en empruntant la rue. A cause du manque de civisme de ces conducteurs, ces personnes se mettent à la merci de tout véhicule qui, de par sa vitesse, ne pourrait peut-être pas les éviter.

Cette situation dure depuis trop longtemps et ne va pas en s'améliorant.

Comment pensez-vous pouvoir y remédier ?

Puis-je vous soumettre une suggestion ? Ne serait-il pas possible d'imaginer installer des bornes au début et à la fin du trottoir incriminé ? Ces bornes constitueraient des éléments dissuasifs permanents pour des chauffeurs qui souhaiteraient parquer, pour un long moment, voitures et camionnettes ?

Maintenant, pour les camions qui doivent décharger leur marchandise, et, ici, je pense surtout aux commerçants qui doivent se faire livrer, ne pourrait-on pas imaginer des arceaux de protection, comme il en existe pour les voitures de locations qui se trouvent de l'autre côté de la Place Saint Pierre (les commerçants concernés en auraient bien sûr la clef).

Monsieur le Bourgmestre annonce une réponse en trois volets :

- 17 véhicules étaient stationnés en infraction sur trottoir, gênant la circulation des piétons et donnant à ce lieu un aspect peu convivial.

- 5 véhicules ont été déplacés.

12 procès-verbaux pour infraction ont été rédigés.

- Le placement de poteaux ou bollards pour interdire l'accès de l'espace situé entre les places de stationnement autorisées et les façades des immeubles serait une solution.

Monsieur le Bourgmestre rappelle qu'en sa séance du 28.09.2009, le Conseil communal a modifié le règlement général de police, en y insérant une nouvelle disposition :

Nouvel Article 55bis

Il est interdit d'entraver la commodité du passage ou de porter atteinte à la sécurité publique par le dépôt d'objets quelconques ou par le stationnement de véhicules à tout endroit non autorisé du domaine public.

L'objet était justement de permettre aux agents constateurs (certains de nos stewards ainsi que des administratifs et certains agent de propreté en font partie) de dresser des constats et aux fonctionnaires sanctionneurs d'infliger des amendes administratives. Les policiers sont en effet peu enclins à dresser des PV et le Parquet à poursuivre. Je rappelle aussi que le Conseil communal a modifié le règlement de la circulation routière locale, afin de permettre d'infliger une amende, d'une cinquantaine d'euros, lorsque ce ne sont pas des commerçants qui se garent sur les aires de livraison.

En conclusion, il y a trois volets :

- 1) L'installation des bollards, mais il faut voir avec la Région puisque c'est de sa compétence.*
- 2) L'article 55bis du règlement général de Police qui devrait être applicable dans les prochains jours.*
- 3) Le nouveau fonctionnement des aires de livraison, qui a été instauré surtout pour la rue des Tongres, mais qui sera d'application ailleurs aussi. Il entrera également en vigueur dans les tous prochains jours.*

Cette disposition s'appliquera en l'espèce parce que le règlement modifié n'est pas encore entré en vigueur. Nous attendons l'approbation de la tutelle- Le règlement devra ensuite être publié pour devenir exécutoire après cinq jours.

Mijnheer Stéphane VAN VAERENBERH legt zijn interpellatie uit.

Meerdere keren per week begeef ik mij te voet naar de Sint-Michielskliniek via het voetpad dat de Sint-Pieterssteenweg met de Keltenlaan bevindt.

Dit voetpad is doorgaans overvol of zelfs ontoegankelijk door de vele voertuigen die er wildparkeren.

Indien er ooit brand zou uitbreken in een van de gebouwen gelegen op dit gedeelte van het voetpad, zou de brandweer niet ter plaatse kunnen komen. De enige vrije ruimte bevindt zich namelijk aan de ingang van dit voetpad, tegenover de wijnhandelaar.

Ik heb de parkeerstewards van de Gemeente hierover reeds bevraagd. Zij hebben mij unaniem geantwoord dat zij geen overtreding kunnen vaststellen, aangezien de fout geparkeerde voertuigen niet geparkeerd zijn op de daartoe voorziene plaatsen.

De eigenaars van deze slecht geparkeerde voertuigen ontduiken niet enkel de verplichte parkeerbelasting, maar zijn tevens een bron van hinder, gevaar en onveiligheid.

Ik denk hierbij vooral aan de moeders met hun kinderwagens en de personen met beperkte mobiliteit die steeds vaker verplicht zijn om langs het voetpad te gaan via de straat. Als gevolg van het gebrek aan burgerzin van deze bestuurders, worden deze mensen telkens weer blootgesteld aan de voertuigen die hen, door hun snelheid, misschien niet kunnen ontwijken.

Deze toestand sleept al te lang aan zonder enig zicht op verbetering.

Wat denkt u hieraan te doen?

Mag ik een suggestie doen? Zou het niet mogelijk zijn om paaltjes te plaatsen aan het begin en het einde van het voetpad in kwestie? Dergelijke paaltjes zouden een ontradend effect hebben op bestuurders van (bestel-)wagens die er gedurende lange tijd zouden willen parkeren.

Nu, wat betreft de vrachtwagens die hun waren moeten lossen, en hier denk ik vooral aan de handelaars die hun waren moeten laten leveren, zou het niet mogelijk zijn om hier beschermingsbogen te installeren, zoals voor de huurwagens aan de overzijde van het Sint-Pietersplein (de betrokken handelaars zouden hiervan natuurlijk de sleutel krijgen).

Mijnheer de Burgemeester geeft een antwoord in drie delen :

-17 voertuigen stonden verkeerd geparkeerd op het voetpad. Deze voertuigen hinderden zo de voetgangers en gaven de plek een ongezellig uitzicht.

-Er werden 5 voertuigen verplaatst.

-Er werden 12 procesverbalen wegens overtreding opgesteld.

-Het plaatsen van paaltjes of bolders om de toegang tot de zone tussen de reguliere parkeerplaatsen en de gevels van de gebouwen af te sluiten, zou een oplossing kunnen zijn.

Mijnheer de Burgemeester wijst erop dat de raad in zijn zitting van 28.09.2009 het algemeen politiereglement gewijzigd heeft door een nieuwe bepaling toe te voegen:

Nieuw artikel 55bis

Het is verboden om ongemak te veroorzaken voor voetgangers of een inbreuk te doen op de openbare veiligheid door het plaatsen van om het even welk object of door het parkeren van voertuigen op elke niet toegestane plaats op het openbaar domein. De bedoeling is precies om de ambtenaren die gemachtigd zijn vaststellingen te doen (een aantal van onze stewards, ambtenaren en enkele netheidsambtenaren maken hiervan deel uit) de mogelijkheid te geven om vaststellingen op te stellen en om sanctionerende ambtenaren in staat te stellen om administratieve boetes uit te schrijven. Politieagenten zijn inderdaad weinig geneigd om PV's op te stellen en het parket om deze op te volgen. Ik wijs er ook op dat de Gemeenteraad het lokale verkeersreglement gewijzigd heeft om de mogelijkheid te bieden een boete te geven van een vijftigtal euro, indien het niet gaat om handelaars die zich parkeren op leveringszones.

Ter conclusie zijn er dus drie elementen:

- 1) De plaatsing van bolders, maar dit moet met het Gewest bekeken worden, aangezien het onder hun bevoegdheid valt.*
- 2) Artikel 55bis van het algemeen Politiereglement, dat binnen enkele dagen toepasselijk zou moeten zijn.*
- 3) De nieuwe regeling van de leveringszones, die vooral ingevoerd werd voor de Tongerenstraat, maar die ook elders van toepassing zal zijn. Deze zal eerstvolgend van kracht worden. Deze bepaling zal van toepassing zijn in dit bepaald geval aangezien het gewijzigd reglement nog niet van kracht geworden is. Wij wachten op de goedkeuring van de toezichthoudende overheid. Het reglement zal vervolgens gepubliceerd moeten worden om na vijf dagen uitvoerbaar te worden.*

**(16) Interpellation de Mme Jacqueline BERGER relative à l'Essor du Centre culturel d'Etterbeek et l'espace Théâtre Yvan Baudouin.
Interpellatie van Mevrouw Jacqueline BERGER betreffende de boom van het Cultureel Centrum van Etterbeek en het Théâtre Yvan Baudouin.**

Madame Jacqueline BERGER expose son interpellation.

Notre Centre culturel d'Etterbeek me tient tout particulièrement à cœur, vous comprendrez donc que je me réjouis, ici, de la qualité de sa programmation, des animations proposées, de l'excellence de l'équipe et de sa notoriété qui grandit au fil des années et rejaillit sur la commune, dont il est l'un des plus beaux fleurons.

J'ai eu le bonheur d'accompagner sa croissance et reconnaissance par la Communauté française de Belgique en « catégorie 1++ ».

Rançon du succès, l'Espace Senghor est en occupation maximale de l'infrastructure actuelle et aspire à plus d'espace pour pouvoir décentraliser une partie de ses activités, et ainsi donner encore plus d'ampleur à ses missions dont, entre autres, le développement de ses ateliers créatifs.

Des ateliers pour adultes, qui s'inscrivent dans une perspective d'émancipation sociale et culturelle et favorisent l'expression citoyenne ou l'essence même d'un projet socio-artistique. Notons encore qu'ils s'adressent à un public local et se déterminent comme des ateliers de proximité (quelques exemples : atelier alpha projet, atelier d'expression de l'école des devoirs, atelier informatique, atelier de conversation thématique, atelier d'écriture théâtrale, atelier théâtre, atelier tango, atelier côté cour, atelier d'analyse cinématographique, etc.)

Disposer d'un espace supplémentaire servirait les ambitions du Centre de voir se développer les ateliers existants, d'en accueillir d'autres et in fine permettrait au Centre culturel de pouvoir prétendre, aux termes du récent décret de la Communauté française de Belgique, adopté le 28 avril dernier (Décret relatif à l'encadrement

et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations représentatives de centres d'expression et de créativité et des centres d'expressions et de créativité – MB 12.11.2009), à être reconnu comme « Centre d'expression et de créativité – CEC ».

Le Centre culturel pourrait ainsi, à terme, obtenir une reconnaissance en tant que CEC de « niveau 3 » pour autant qu'une série d'ateliers créatifs promotionnés et soutenus, coproduits ou mis en place dans le cadre de la politique de cohésion sociale, de la Zinneke Parade, du soutien à la vie associative soient assurés chaque saison. Une distinction de plus dont la commune pourrait s'enorgueillir s'il échet.

C'est donc avec beaucoup de satisfaction que j'ai appris et salue la décision du Collège de déléguer au Centre culturel la gestion de l'occupation du « Théâtre Yvan Baudouin », à laquelle seront associés l'Académie de musique, l'Atelier 210 et l'Arrière scène.

C'est une décision qui augure de la concrétisation de quelques rêves du Centre culturel et qui pourrait bien lui faire déployer les ailes en plus grand.

Toutefois restons réaliste. Ayant, il y a peu, pu voir le Théâtre Yvan Baudouin, il m'apparaît évident que la ré-affectation des lieux va nécessiter quelques travaux d'assainissement.

C'est à propos de ceux-ci que je souhaitais vous interroger :

- une expertise, un état des lieux du bâtiment ont-ils déjà été effectués ?
- quelles en sont les conclusions ?
- une liste des travaux a-t-elle déjà été établie ainsi qu'une estimation du coût ?
- comment seront-ils financés ?
- quand pourraient être envisagés les travaux ?
- dispose-t-on déjà d'un cahier des charges, d'un calendrier des travaux ?
- quand peut-on raisonnablement envisager l'ouverture de l'espace ?

Monsieur le Bourgmestre répond puisque l'interpellation concerne plusieurs échevinats.

Suite à la volonté du Collège de revaloriser culturellement le théâtre "Yvan Baudouin", le service des travaux s'est rendu sur place le 28 octobre 2009 afin d'établir un état des lieux du bâtiment. Ce rapport a été transmis au Secrétaire communal le 9 novembre dernier. En voici les conclusions :

D'une manière générale, nous pouvons constater que :

- la "salle de spectacle" est en très mauvais état, en tout cas du point de vue stabilité/toiture; il y aurait lieu que ce bâtiment soit recouvert par une toiture digne de ce nom, munie d'une isolation performante. Pour cela, il conviendrait de remplacer toute la charpente (qui n'a pas été prévue pour cela), avec pour conséquence la démolition/reconstruction des pignons. En effet, il n'est pas du tout sûr qu'ils se remettront d'une pareille opération de lifting. La charpente du plancher du grenier devrait également être remplacée.
- en ce qui concerne "l'entrée/réception/foyer", il y aurait également lieu de procéder au remplacement complet de la toiture avec sa charpente et à l'isolation des maçonneries en contact avec l'extérieur

Au vu de la situation d'ensemble actuelle, deux possibilités semblent se dégager

- 1) *soit un rasage pur et simple du site, excepté la maison à front de rue; reconstruction d'un ensemble homogène. Le Collège souhaite remplir une dent creuse et créer du logement, avec jardin à l'arrière. Ce dossier est en pleine réflexion. Monsieur Didier van EYLL a pensé y installer peut-être un concierge.*

L'ensemble (éventuellement plus petit, mais mieux agencé) devra tenir compte des besoins futurs; réservé uniquement aux activités parascolaires/culturelles (communales) etterbeekoises (écoles, académies, centre culturel,...) ou ouvert également au privé (atelier 210,...) Dans les deux cas, il y aura lieu de tenir compte que le rez-de-chaussée (au moins) de la maison devrait rester disponible pour les besoins du théâtre : secrétariat, vestiaires, loges, ... Une partie de l'habitation pourrait éventuellement être vouée au logement, à condition que l'isolation acoustique du théâtre soit performante...

Les aménagements futurs (construction d'un nouvel immeuble avenue d'Auderghem) : accès au théâtre à revoir (par la rue Fétis ?)

- 2) *Soit une rénovation lourde de chaque bâtiment ; compte tenu de l'état général des constructions, il ne faut guère se faire trop d'illusions sur ce qui pourra être maintenu; les coûts de remise en état seront à peine inférieurs à l'option 1.*

Remarque : l'occupation des locaux dans leurs états actuels n'est pas sans risque (stabilité, électricité, infiltrations) et nous ne pouvons dès lors que déconseiller leurs utilisations.

Une liste de travaux n'a bien sûr pas encore été établie, et de ce fait, aucun cahier de charges non plus. Il faut aussi prendre d'abord contact avec la communauté française.

Au niveau d'un calendrier, l'étude pourra être réalisée dans le courant du second semestre 2010 compte tenu des délais légaux d'attribution des marchés publics. Par la suite, un montant devra être inscrit au budget 2011 pour l'exécution des travaux recommandés par l'étude et suivant les options. Suivant ces dernières décisions, les travaux auraient une durée comprise entre 4 mois et un an et demi. Il n'est donc pas irraisonnable de penser que l'ouverture de l'espace ne pourrait se faire avant juin 2012 et ce, seulement si une solution « légère » est retenue.

Monsieur Rik JELLEMA fait une suggestion. Dans la mesure où le sort de ce bâtiment n'est pas encore définitif, pourquoi ne pas y installer la future maison de la participation, avec une structure polyvalente à l'arrière ?

Mevrouw Jacqueline BERGER legt haar interpellatie uit.

Ons Cultureel Centrum van Etterbeek ligt me bijzonder nauw aan het hart. U zal daarom begrijpen dat ik me verheug over de kwaliteit van de programmatie, de animaties die er voorgesteld worden, het voortreffelijke team en over de bekendheid, die jaar na jaar blijft groeien en afstraalt op de gemeente, waarvan het centrum een van de mooiste pronkstukken is.

Ik heb het genoeg gehad er bij te zijn toen het centrum groeide en erkend werd door de Franse Gemeenschap van België als categorie "1++".

Ondertussen is het centrum de gijzelaar van zijn eigen succes geworden. De infrastructuur van de Espace Senghor kent vandaag een maximale bezetting en er wordt gehoopt op extra ruimte. Hierdoor zou het centrum een deel van zijn activiteiten kunnen decentraliseren om zo zijn taken, waaronder het opzetten van creatieve workshops, nog meer kracht bij te zetten.

Het gaat hier om workshops voor volwassenen in het kader van sociale en culturele emancipatie, die de zelfontplooiing van onze burgers of de essentie van een socio-artistiek project vooruithelpen. Deze ateliers zijn namelijk bestemd voor plaatselijk publiek, dichtbij de mensen (enkele voorbeelden : atelier alpha projet, expressieworkshop van de huiswerkklas, computerworkshop, tangocursus, workshop "côté cour", workshop cinematografische analyse, enz.)

Extra ruimte zou goed van pas komen om de ambities van het centrum te realiseren: de bestaande ateliers uitbouwen en er andere inrichten. Het zou het Centrum tenslotte ook in staat stellen om volgens de termen van het recent uitgevaardigde decreet van de Franse Gemeenschap van België, goedgekeurd op 28 april jongstleden (decreet van de Franse Gemeenschap betreffende de omkadering en subsidiëring van de federaties van artistieke activiteiten voor amateurs, van de federaties die centra voor expressiviteit en creativiteit vertegenwoordigen – SB 12.11.2009) aanspraak te maken op de benaming "Centre d'expression et de créativité – CEC".

Het cultureel centrum zou op die manier een erkenning als CEC van niveau 3 kunnen verkrijgen indien er elk seizoen een reeks creatieve promotionele workshops georganiseerd zouden worden die gepromoot, ondersteund en gecoproduceerd worden in het kader van het beleid van sociale cohesie, van de Zinneke Parade en van de steun van het verenigingsleven. Indien we hierin slagen zou dit een zoveelste bekroning op het palmares van de gemeente zijn.

Daarom heb ik ook met veel tevredenheid vernomen dat het College besloten heeft om het beheer van het Théâtre Yvan Baudouin, waaraan ook l'Académie de musique, l'Atelier 210 en l'Arrière scène verbonden zijn, over te dragen aan het Cultureel Centrum.

Het is een beslissing die de verwezenlijking van een aantal dromen van het Cultureel Centrum inluit, waardoor het zijn vleugels verder zou kunnen uitslaan.

Toch moeten we realistisch blijven. Toen ik niet zo lang geleden de gelegenheid kreeg om het Théâtre Yvan Baudouin te bezoeken, leek het me evident dat de herbestemming van deze plek een aantal herstellingswerken zal vergen.

Het is in dit verband dat ik u enkele vragen wil stellen :

- Wordt er reeds een expertise, plaatsbeschrijving van het gebouw uitgevoerd ?
- Wat waren de conclusies van dit onderzoek
- Wordt er reeds een lijst van herstellingswerken opgesteld evenals een raming van de kostprijs ?
- Hoe zullen deze gefinancierd worden ?
- Voor wanneer kunnen deze werkzaamheden gepland worden ?
- Beschikken we reeds over een lastenboek, een planning van de werken ?
- Binnen welke redelijke termijn kunnen we de heropening van het theater verwachten ?

Mijnheer de Burgemeester geeft het antwoord aangezien er meerdere schepenambten betrokken zijn.

Naar aanleiding van de wil van het College om het Théâtre Yvan Baudouin cultureel op te waarderen is de dienst Openbare Werken ter plaatse gekomen op 28 oktober 2009 om een plaatsbeschrijving op te stellen van het gebouw. Dit verslag werd overgemaakt aan de Gemeentesecretaris op 9 november. Hier volgen de conclusies:

In het algemeen kunnen we constateren dat:

-De "toneelzaal" zich in zeer slechte staat bevindt, vooral op het vlak van stabiliteit /dak : dit gebouw zou een dak moeten krijgen dat deze naam waardig is, voorzien van een goede isolatie. Hiervoor zou het gehele gebinte vervangen moeten worden (wat hierop niet voorzien is), wat de afbraak/heropbouw van de rondelen tot gevolg zou hebben. Het is allesbehalve zeker dat ze een dergelijke facelift zouden overleven. Het houtwerk van de planken vloer van de zolder zou eveneens vervangen moeten worden.

-Wat de ingang/receptie/lobby betreft, ook hier zou het dak en het gebinte volledig vervangen moeten worden en zou het metselwerk dat in contact met de buitenlucht staat geïsoleerd moeten worden.

Gezien de huidige toestand, bieden er zich twee opties aan:

1) Ofwel de complete afbraak van het volledige terrein, met uitzondering van het huis aan de voorkant van de straat, gevolgd door de heropbouw van een homogeen geheel. Het College wil hier een holle tand terug opvullen en huisvesting creëren, met een tuin aan de achterkant. Er wordt nog volop nagedacht over dit dossier. De heer van EYLL dacht er misschien een conciërge in te huisvesten.

Het geheel (eventueel kleiner, maar beter ingericht) zou rekening houden met toekomstige noden: uitsluitend voorbehouden aan buitenschoolse/culturele activiteiten van (de gemeente) Etterbeek (scholen, academieën, cultureel centrum,...) of ook beschikbaar voor de privé-sector (atelier 21, ...) In de twee gevallen zou er rekening mee gehouden moeten worden dat (minstens) het gelijkvloers beschikbaar blijft voor de behoeften van het theater: secretariaat, vestiaire, loges, ... Een deel van het gebouw zou ook gebruikt kunnen worden voor huisvesting, op voorwaarde dat er een goede geluidsisolatie aangebracht wordt.

De toekomstige werken (bouw van een nieuw appartementsgebouw in de Oudergemlaan): ingang van het theater te herbekijken (via de Fétisstraat?)

2) Ofwel een grondige renovatie van elk gebouw: gezien de algemene staat van de gebouwen moet men zich weinig illusies maken over wat er behouden kan worden: de kosten voor de renovatie zullen nauwelijks lager liggen dan bij optie 1.

Opmerking: Het gebruik van de ruimten in hun huidige toestand is niet zonder risico (stabiliteit, elektriciteit, insijpeling) en daarom kunnen we enkel afraden deze nog te gebruiken.

Er werd weliswaar nog geen lijst van de benodigde werkzaamheden opgesteld en bijgevolg ook geen lastenboek. Er moet ook nog contact worden opgenomen met de Franse Gemeenschap.

Wat een planning betreft, de studie zou gerealiseerd kunnen worden in de loop van het tweede semester van 2010, rekening houdend met de wettelijke termijnen voor openbare aanbestedingen. Daarna moet er een bedrag voorzien worden in de begroting voor 2011 voor de uitvoering van de werken die aanbevolen worden door de studie en naargelang de bestaande opties. Op basis van deze laatste beslissingen zouden de werken tussen 4 maanden en anderhalf jaar in beslag kunnen nemen. Het is dus niet onredelijk om er van uit te gaan dat de heropening van de ruimte niet voor juni 2012 zou kunnen plaatsvinden, en dit enkel indien er voor een "light" oplossing gekozen wordt.

De heer Rik JELLEMA doet een suggestie. Aangezien de uiteindelijke bestemming van dit gebouw nog niet vaststaat, waarom er dan niet het toekomstige participatiehuis in onderbrengen, met een polyvalente structuur aan de achterkant?

HUIS CLOS - BESLOTEN VERGADERING

- (1) Personnel technique - Aménagement du Territoire - Désignation, à titre temporaire, d'un architecte - Fixation du traitement.(M. Xavier de CLIPPELE)
Technisch personeel - Ruimtelijke ordening - Aanstelling, in tijdelijk verband, van een architect - Vaststelling van de wedde.(de H. Xavier de CLIPPELE)**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 20 novembre 2008 portant avis de principe favorable sur la convention proposée par Bruxelles Environnement pour l'engagement, au sein du service de l'Aménagement du Territoire, d'un architecte à temps plein subsidié à 100 % par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la lettre de Bruxelles Environnement du 20 octobre 2009, nous informant qu'on peut renouveler, pour un an à temps plein, le contrat de l'architecte qui a été engagé au sein du service de l'Aménagement du Territoire, en sachant que cette emploi sera subsidié à 100 % par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le délibération du Conseil communal du 15/12/2008, désignant M. Xavier de CLIPPELE en qualité d'architecte, à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée, pour la période du 01/01/2009 au 31/12/2009 ;

Considérant que l'intéressé donne entière satisfaction au pouvoir communal dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées et fait l'objet d'un rapport favorable ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de maintenir l'intéressé en fonction pour le bon fonctionnement du service ;

Considérant que l'intéressé s'engage à suivre une formation linguistique et à présenter l'examen du Selor ;

Vu les articles 100 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

- à titre temporaire, dans les liens d'un contrat d'emploi à durée déterminée, pour la période du 01/01/2010 au 31/12/2010,
- en qualité d'architecte,
- M. Xavier de CLIPPELE, né à Fataki (ex Congo belge) le 04/06/1959, de nationalité belge, titulaire d'un diplôme d'architecte.

La présente délibération se fait sous la réserve expresse d'octroi des subventions-traitement par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

FIXE

le traitement de l'intéressé, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2010 – article 930/111/03
- € 24 630,18 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur, à M. le Receveur Communal, aux services « Aménagement du Territoire » et « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressé.

- (2) Personnel administratif - Nomination à l'essai, par voie de promotion, d'un assistant administratif - Fixation du traitement.(M. Paul TASIAUX)**
Administratief personeel - Benoeming op proef, bij wijze van bevordering, van een administratief assistent - Vaststelling van de wedde.(de H. TASIAUX)

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique tel que modifié par la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) relative à l'application de la Charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) et plus particulièrement son annexe VII « Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades » ;

Considérant qu'un emploi d'assistant administratif est vacant au cadre du personnel administratif ;

Considérant qu'il convient de pourvoir ledit emploi d'un titulaire afin de maintenir le bon fonctionnement des services de l'administration communale ;

Considérant que M. Paul TASIAUX, nommé adjoint administratif à titre définitif au 19/01/2000, a satisfait aux épreuves de l'examen de promotion au grade d'assistant administratif organisées les 13/12/2003 et 02/02/2004 ;

Considérant qu'il ressort du rapport établi par le supérieur hiérarchique de l'intéressé que celui-ci mérite, par sa conduite et sa manière de servir, d'être promu au grade d'assistant administratif à l'essai ;

Considérant que l'intéressé a satisfait aux épreuves informatisée et orale du niveau 2 de l'examen linguistique portant sur la connaissance élémentaire de la seconde langue nationale, organisées par le SELOR ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du 22/10/2009 ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

NOMME

- par voie de promotion, au grade d'assistant administratif à l'essai, avec effet au 1^{er} décembre 2009,

- M. Paul TASIAUX, adjoint administratif, né à Schaerbeek le 30/09/1963, de nationalité belge.

FIXE

le traitement de l'intéressé, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2009 – article 930/111/01

- € 19 326,19 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au service « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressé.

(3) Personnel administratif - Nomination à titre définitif, d'un assistant administratif chef - Fixation du traitement.(Mme Corinne LIENAU)
Administratief personeel - Benoeming in vast verband, van een administratief hoofdassistent - Vaststelling van de wedde.(Mme Corinne LIENAU)

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique tel que modifié par la délibération du Conseil communal du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) relative à l'application de la Charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) et plus particulièrement son article 21 (période d'essai) ;

Vu sa délibération du 29/06/2009 (réf. 29.06.2009/A/056) portant nomination, par voie de promotion, au grade d'assistant administratif chef à l'essai, de Mme Corinne LIENAUX ;

Considérant que l'intéressée, nommée à l'essai au 1^{er} avril 2009, a accompli le 1^{er} décembre 2009 les huit mois d'essai prévus par l'article 21 précité et peut être nommée à titre définitif à cette date ;

Considérant que l'intéressée donne entière satisfaction aux autorités locales, tant par sa manière de servir, par sa conduite que dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale,

NOMME

- au grade d'assistant administratif chef, à titre définitif, au 1^{er} décembre 2009,

- Mme Corinne LIENAUX, née à Schaerbeek le 09/02/1963, de nationalité belge, assistant administratif chef à l'essai depuis le 1^{er} avril 2009.

FIXE

le traitement de l'intéressée, conformément au statut pécuniaire du personnel communal, comme suit :

- budget 2009 – article 921/111/01

- € 24 978,34 (traitement annuel à 100 % - indice 138,01).

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au service « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressée.

**(4) Personnel communal hors le personnel enseignant - Mise en disponibilité volontaire précédant la pension d'un conseiller - Fixation du montant au 01/02/2010.(M. Jean-Michel SUENENS)
Gemeentepersoneel buiten het onderwijzend personeel - Vrijwillige in beschikbaarstelling voor het pensioen van een adviseur - Vaststelling van het bedrag op 01/02/2010.(de H. Jean-Michel SUENENS)**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 27 juin 2005 (réf. : 27.06.2005/A/002) relative aux modifications concernant la mise en disponibilité volontaire précédant la pension du personnel communal hors le personnel enseignant – plan financier 2005-2010, rendue exécutoire par lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (réf. 005-2005/6419-iv) du 07/09/2005 ;

Vu sa délibération du 19/12/2005 (réf. 19.12.05/A/031) portant accord de principe sur la mise en disponibilité volontaire précédant la pension des personnes y reprises, avec effet entre le 01/01/2006 et le 01/01/2011 ;

Considérant que M. Jean-Michel SUENENS, conseiller, a demandé sa mise en disponibilité volontaire au 1^{er} février 2010;

Considérant qu'en application de sa délibération du 27/06/2005, la mise en disponibilité volontaire précédant la pension est un droit pour les agents statutaires, âgés de 55 ans ou qui atteindront 55 ans au 31/12/2010 au plus tard, autres que ceux expressément exclus par ladite délibération ;

Considérant que l'intéressé atteindra l'âge de 55 ans le 29/01/2010, qu'il est entré en service le 01/09/1973 et qu'il est nanti d'une nomination à titre définitif ;

Considérant que la mise en disponibilité préalable à la mise à la retraite est irréversible et prendra fin le dernier jour du mois durant lequel l'intéressé atteindra l'âge de soixante ans ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du 21/06/2005 relatif à la mise en disponibilité volontaire précédant la pension ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

de prendre acte de la mise en disponibilité volontaire précédant la pension de M. Jean-Michel SUENENS, conseiller, né le 29 janvier 1955 à Bruxelles, au 01/02/2010 ;

FIXE

Comme suit, le traitement d'attente de M. Jean-Michel SUENENS, à partir du 1^{er} février 2010 :

€ 46 023,57 (+ € 3129,82) x 75 %

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au Service « Gestion des Ressources Humaines » et à l'intéressé.

- (5) **Personnel communal hors le personnel enseignant - Mise en disponibilité volontaire précédant la pension d'un chef d'équipe 1er classe - Fixation du traitement au 01/01/2010.(M. Paul KEULENEER)**
Gemeentepersoneel buiten het onderwijzend personeel - Vrijwillige in beschikbaarstelling voor het pensioen van een ploegbaas 1ste klasse - Vaststelling van het bedrag op 01/01/2010.(de H. Paul KEULENEER)

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van 27 juni 2005 (ref.: 27.06.2005/A/002) betreffende de wijzigingen aangaande de vrijwillige beschikbaarheid voor het pensioen van het gemeentepersoneel buiten het onderwijzend personeel, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 07/09/2005 (réf. 005-2005/64-19-iv);

Gelet op zijn beraadslaging van 19 december 2005 betreffende de lijst van de personeelsleden die de geëiste voorwaarden op het moment van de inwerkingtreding vervullen of zullen vervullen ;

Overwegende dat krachtens bovenvermelde beslissing, de H. Paul KEULENEER, ploegbaas – 1ste klasse bij de dienst Garage, zijn vrijwillige beschikbaarheid aangevraagd heeft voor 01/01/2010 ;

Overwegende dat in toepassing van de voornoemde beraadslaging de vrijwillige beschikbaarstelling een recht is voor de statutaire personeelsleden van 55 jaar oud, behalve diegene die opzettelijk uitgesloten zijn in de voornoemde beraadslaging;

Overwegende dat betrokkene de leeftijd van 55 jaar bereikt heeft op 12/12/2009; dat hij in dienst getreden is op 01/01/1974 en dat hij benoemd is in vast verband;

Overwegende dat de disponibiteit voorafgaand aan de pensionering onomkeerbaar is en zal eindigen de laatste dag van de maand gedurende dewelke de belanghebbende de leeftijd van zestig jaar zal bereiken;

Gezien het akkoord van het begeleidingscomite van 21/06/2005 betreffende de disponibiteit voorafgaand aan de pensionering;

Gelet op artikels 100 en 149 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Akte te nemen van de disponibiteit voorafgaand de pensionering van de H. Paul KEULENEER, ploegbaas – 1ste klasse bij de dienst ‘Garage’, geboren op 12/12/1954 te Auderghem, met uitwerking op 01/01/2010 ;

STELT VAST

Als volgt, het wachtgeld van de H. Paul KEULENEER, vanaf 01/01/2010 :

€ 22.890, 74 x 75/100

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger, aan de diensten Personeelsbeleid, Wegenis en aan betrokkene.

- (6) Personnel communal hors le personnel enseignant - Mise en disponibilité volontaire pr cedant la pension d’un ouvrier jardinier - Fixation du montant au 01/01/2010.(M. Olivier TABARY)
Gemeentepersoneel buiten het onderwijzend personeel - Vrijwillige in disponibiteitstelling voor het pensioen van een werkmán tuinier - Vaststelling van het bedrag op 01/01/2010.(de H. Olivier TABARY)**

A l’unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met  enparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 16 décembre 1999 (réf. : 99.12.16/A/007) relative à la mise en disponibilité volontaire pr cedant la pension du personnel communal hors le personnel enseignant, rendue exécutoire par lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (réf. 005-2000/205-305-306-csc) du 29/02/2000 ;

Considérant qu’en vertu de sa décision précitée, M. Olivier TABARY, ouvrier jardinier, a demandé sa mise en disponibilité volontaire au 1^{er} janvier 2010 ;

Considérant qu’en application de la délibération précitée, la mise en disponibilité volontaire pr cedant la pension est un droit pour les agents statutaires, âgés de 55 ans , autres que ceux expressément exclus par ladite délibération ;

Considérant que l’intéressé atteindra l’âge de 55 ans le 19/12/2009, qu’il est entré en service le 01/09/1973 et qu’il est nanti d’une nomination à titre définitif ;

Considérant que la mise en disponibilité préalable à la mise à la retraite est irréversible et prendra fin le dernier jour du mois durant lequel l’intéressé atteindra l’âge de soixante ans ;

Vu l’accord du Comité d’accompagnement du 21/06/2005 relatif à la mise en disponibilité volontaire pr cedant la pension ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

de prendre acte de la mise en disponibilité volontaire précédant la pension de M. Olivier TABARY, ouvrier jardinier, auprès du service 'Voirie' – section Jardins/Parcs, né le 19/12/1954 à Charleroi, avec effet au 01/01/2010 ;

FIXE

Comme suit, le traitement d'attente de M. Olivier TABARY, à partir du 1^{er} janvier 2010 :

€ 20.680,71 x 75/100

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au Service du Personnel et à l'intéressé.

- (7) Personnel communal hors le personnel enseignant - Mise en disponibilité volontaire précédant la pension d'une ouvrière auxiliaire - Fixation du montant au 01/01/2010.(Mme Graziella D'AGOSTINO)**
Gemeentepersoneel buiten het onderwijzend personeel - In beschikbaarstelling voor het pensioen van een hulpwerkvrouw - Vaststelling van het bedrag op 01/01/2010.(Mevr. Graziella D'AGOSTINO)

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 16 décembre 1999 (réf. : 99.12.16/A/007) relative à la mise en disponibilité volontaire précédant la pension du personnel communal hors le personnel enseignant, rendue exécutoire par lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (réf. 005-2000/205-305-306-csc) du 29/02/2000 ;

Considérant qu'en vertu de sa décision précitée, Mme Graziella D'AGOSTINO, ouvrière auxiliaire, a demandé sa mise en disponibilité volontaire au 1^{er} janvier 2010 ;

Considérant qu'en application de la délibération précitée, la mise en disponibilité volontaire précédant la pension est un droit pour les agents statutaires, âgés de 55 ans , autres que ceux expressément exclus par ladite délibération ;

Considérant que l'intéressée atteindra l'âge de 59 ans le 26/02/2010, qu'elle est entrée en service le 16/02/1989 et qu'il est nanti d'une nomination à titre définitif ;

Considérant que la mise en disponibilité préalable à la mise à la retraite est irréversible et prendra fin le dernier jour du mois durant lequel l'intéressé atteindra l'âge de soixante ans ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du 21/06/2005 relatif à la mise en disponibilité volontaire précédant la pension ;

Vu les articles 100 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

de prendre acte de la mise en disponibilité volontaire précédant la pension de Mme Graziella D'AGOSTINO, ouvrière auxiliaire, auprès des Bâtiments communaux, née le 26/02/1951 à Villa Latina (Italie), avec effet au 01/01/2010 ;

FIXE

Comme suit, le traitement d'attente de Mme Graziella D'AGOSTINO, à partir du 1^{er} janvier 2010 :

€ 16.461,22 x 75/100

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au Service du Personnel et à l'intéressée.

- (8) Pension communale - Mandataire politique - Octroi d'une pension de retraite à Monsieur Jean-Claude LAURENT, Echevin - Fixation du montant au 01/11/ 2009.**
Gemeentepensioen - Politiek mandataris - Toekenning van een rustpensioen aan de H. Jean-Claude LAURENT, Schepen - Vaststelling van het bedrag op 01/11/2009.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1977 relatif à la pension de certains mandataires et à celle de leurs ayants droits ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, modifiée par la loi du 31 décembre 1999 ;

Vu l'article 19 § 1^{er} de la nouvelle loi communale modifié par l'ordonnance du 9 mars 2006 de la Région de Bruxelles-Capitale portant diverses modifications de la nouvelle loi communale ;

Vu la demande de pension de retraite introduite le 9 octobre 2009 par Monsieur Jean-Claude LAURENT ;

Attendu que l'intéressé, né le 19 novembre 1943 à Grammont a été élu échevin le 10 janvier 2001 et qu'il a effectivement exercé son mandat jusqu'au 30 octobre 2009 .

Attendu que la durée des services admissibles pour le calcul de la pension de retraite est de 105 mois et que le traitement à prendre en considération est de 31.686,54 € ;

DECIDE**Article 1**

Monsieur Jean-Claude LAURENT, échevin, est admis à la retraite à partir du 1^{er} novembre 2009.

Article 2

A partir du 1^{er} novembre 2009, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 10.397,15 € (voir détails en annexe).

Article 3

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

Article 4

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

Article 5

L'intéressé est tenu de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

Article 6

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

- (9) Pension communale - Personnel administratif - Octroi d'une pension de retraite à Madame Claudine MOSTENNE, assistant administratif chef - Fixation du montant au 01/01/2010.
Gemeentepensioen - Administratief personeel - Toekenning van een rustpensioen aan Mevr. Claudine MOSTENNE, administratief hoofdassistent - Vaststelling van het bedrag op 01/01/2010,**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa décision du 31 janvier 2005 mettant Madame Claudine MOSTENNE, assistant administratif chef, en disponibilité volontaire précédant la pension à partir du 1^{er} janvier 2005 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressée a travaillé à la commune d'Etterbeek du 16 mars 1973 au 31 décembre 2009.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de 36 ans 9 mois et 15 jours et que le traitement à prendre en considération est de 26.124,38 € (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE**Article 1^{er}**

Madame Claudine MOSTENNE est admise à la retraite à partir du 1^{er} janvier 2010.

Article 2

A partir du 1^{er} janvier 2010, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 16.020,05 € (voir détails en annexe).

Article 3

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

Article 4

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

Article 5

L'intéressée est tenue de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

Article 6

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

(10) Pension communale - Personnel ouvrier - Octroi d'une pension de retraite à M. William URBAIN, conducteur - Fixation du montant au 01/12/2009, Gemeentepensioen - Werkliedenpersoneel - Toekenning van een rustpensioen aan de H. William URBAIN, ploegleider - Vaststelling van het bedrag op 01/12/2009,

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la lettre du 18 janvier 2009 de Monsieur William URBAIN, par laquelle celui-ci demande sa mise à la retraite à partir du 1^{er} décembre 2009 ;

Vu les décisions du Conseil communal des 27 décembre 1934, 2 mars 1956, 10 décembre 1971, 14 novembre 1974, 30 novembre 1978, 24 octobre 1984, 15 décembre 1988 et 22 novembre 1990 relatives aux régimes de pension applicables au personnel communal et aux ayants droit ;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraites et de survies des agents du secteur public ;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires modifiée par la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979/80, par la loi programme du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 modifiant la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes et ses modifications ;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant harmonisation dans les divers régimes de pension et les modifications y apportées ;

Vu la Loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu l'art.156 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'intéressé a travaillé à la commune d'Etterbeek du 1^{er} août 1984 au 30 novembre 2009 et compte un an de service militaire.

Considérant que le total des services admissibles pour la pension de retraite est de 26 ans et 4 mois et que le traitement à prendre en considération est de 20.797,96 € (traitement moyen des 5 dernières années) ;

DECIDE

Article 1^{er}

Monsieur William URBAIN est admis à la retraite à partir du 1^{er} décembre 2009.

Article 2

A partir du 1^{er} décembre 2009, il lui est alloué, à l'indice pivot 138,01 une pension annuelle de retraite fixée à 9.127,99 € (voir détails en annexe).

Article 3

Les informations justifiant la qualité de pensionné, seront transmises par voie électronique à la mutualité. En fonction de ces informations et après examen du dossier, la mutualité informera l'intéressé de ses droits.

Article 4

Le montant de cette pension sera soumis aux règles de mobilité en vigueur en la matière.

Article 5

L'intéressé est tenu de signaler immédiatement à l'Administration communale d'Etterbeek : l'octroi éventuel d'une autre pension de retraite ou de survie, ou de tout autre avantage en tenant lieu ; toute modification d'état civil et de domicile ; tout renseignement relatif à l'exercice d'une activité professionnelle et à l'importance de ses ressources.

Article 6

La présente délibération tient lieu de brevet de pension.

Copie de la présente sera envoyée à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mr le Receveur et à l'intéressé.

- (11) Pension communale - Octroi d'une pension de retraite à M. Tonny VAN HOVE, conducteur - Fixation du montant au 01/03/2010.**
Gemeentepensioen - Toekenning van een rustpensioen aan de H.Tonny VAN HOVE - Vaststelling van het bedrag op 01/03/2010.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

De Gemeenteraad,

Gelet op de briefwisseling van 17 februari 2009, waardoor Mijnheer Tonny VANHOVE, geboren op 1 februari 1950, zijn rustpensioen aanvraagt vanaf 1 maart 2009 ;

Gelet op de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen ;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 27 december 1934, 10 december 1971, 14 november 1974, 30 november 1978, 18 november 1982, 24 oktober 1984, 15 december 1988 en 22 november 1990 met betrekking op de pensioenstelsels van toepassing op het gemeentepersoneel en hun rechthebbenden ;

Gelet op de wet van 9 juli 1969 houdende wijzigingen van de wetgeving met betrekking op de rust- en overlevings- pensioenen van het personeel der openbare sector ;

Gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979/80, door de programmawet 1981 van 2 juli 1981 en door het koninklijk besluit nr 30 van 30 maart 1982 houdende wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector ;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende harmonisering in de verschillende pensioensregelingen en de wijzigingen die er aangebracht werden ;

Gezien dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 26 mei 1997 de bepalingen vastgelegd heeft die verbonden zijn aan het Sociaal Handvest met uitwerking op 1.01.1997 ;

Gelet op het art 156 van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat de belanghebbende in dienst is geweest bij het gemeentebestuur van Etterbeek van 02/05/1973 tot 28/02/2010 en dat hij, met een legerdienst van één jaar, 37 jaar 9 maand en 29 dagen aanneembare diensten telt en dat de wedde geldend voor de berekening van dit pensioen 21.847,64 € bedraagt ;

BESLUIT

Artikel 1

Vanaf 01.03.2010 wordt aan Mijnheer Tonny VANHOVE een rustpensioen van 13.775,24 € jaarlijks vastgesteld (zie in bijlage) toegekend ;

Artikel 2

Het bedrag van dit pensioen vastgesteld aan de index 138,01 zal onderworpen worden aan het mobiliteitsstelsel van kracht op dit gebied ;

Artikel 3

De inlichtingen die nodig zijn om de rechten van de gepensioneerde te bepalen zullen via elektronische weg worden verstuurd naar het ziekenfonds. In functie van deze inlichtingen en na onderzoek van het dossier, zal het ziekenfonds de belanghebbende informeren over zijn rechten ;

Artikel 4

De betrokkene is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen van het genot van elk andere rust- of overlevingspensioen of een als dusdanig geldende toelage ; alle verandering van burgerlijke stand ; alle inlichtingen betreffende de uitoefening van een beroepsactiviteit of van een verandering van haar inkomsten ; Huidige beraadslaging geldt als pensioenbrevet.

Kopij van deze beraadslaging zal opgestuurd worden aan de H.Minister-Voorzitter van het Brussels-Hoofstedelijk Gewest, aan de Ontvanger en aan de belanghebbende.

**(12) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Cindy FADEUR)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Marianne FLAMENCOURT, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, est mise à la pension de retraite depuis le 1^{er} juillet 2008 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Cindy FADEUR est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Cindy FADEUR répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « La Farandole – Les Marronniers », Mme Cindy FADEUR, de nationalité belge, née à Auvélais, le 28 novembre 1981, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquard, en 22 juin 2005, à Namur – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire complet du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

**(13) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Caroline DE KEYSER)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Catherine HOTTOIS, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, bénéficie d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite à partir du 1^{er} septembre 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Caroline DE KEYSER est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Caroline DE KEYSER répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « La Colombe de la Paix », Mme Caroline DE KEYSER, de nationalité belge, née à Anderlecht, le 10 janvier 1983, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Francisco Ferrer, en juin 2005, à Bruxelles – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire complet du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010

**(14) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Stéphanie HOUYOUX)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que le chiffre de la population scolaire à l'école communale fondamentale ordinaire «Claire Joie » maternel et primaire ordinaire modifiant la réglementation de l'enseignement relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement ordinaire, une augmentation de cadre correspondant à 26 périodes (26/26) à partir du 1^{er} octobre 2008 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Stéphanie HOUYOUX est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Stéphanie HOUYOUX répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Stéphanie HOUYOUX, de nationalité belge, née à Cologne (Allemagne), le 23 mai 1977, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Charlemagne Les Rivegeois à Liège, en septembre 2002 – régime linguistique français

L'intéressée sera chargée d'un horaire complet (26/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Éducation de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'École et à l'intéressée.

**(15) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Patricia HOYMANS)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 4 mai 2009 portant désignation de Mme Patricia HOYMANS, en qualité de psychomotricienne, nommée à titre définitif, au sein de nos écoles communales ordinaires fondamentales d'Etterbeek avec effet au 1^{er} avril 2009 à raison de 19 périodes (19/26) / semaine ;

Considérant qu'en date du 30 juin 2009, la Communauté Française a attribué 7 périodes organiques de psychomotricité au sein des écoles communales ordinaires fondamentales d'Etterbeek dans l'enseignement maternel pour l'année scolaire 2009 – 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Patricia HOYMANS est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Patricia HOYMANS répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité de psychomotricienne, à titre temporaire, au sein de nos écoles communales fondamentales ordinaires d'Etterbeek, Mme Patricia HOYMANS, de nationalité belge, née à Etterbeek, le 31 août 1975, munie du diplôme d'assistante en psychologie (orientation psychomotricité – psychopédagogie), délivré par l'Institut Libre Marie Haps en 2000 à Bruxelles – Régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée outre de 19 périodes (19/26) à titre définitif, de 7 périodes (7/26), à titre temporaire du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(16) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Cécile LIBOUTTON)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Yvette GALDEROUX, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, bénéficie d'une mise en disponibilité précédant la pension à partir du 1^{er} juin 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Cécile LIBOUTTON est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Cécile LIBOUTTON répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 3 Juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale ordinaire fondamentale d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Cécile LIBOUTTON, de nationalité belge, née à Charleroi, le 13 août 1979, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par l'Ecole Normale du Brabant Wallon, en juin 2001 à Nivelles – régime linguistique ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire complet (26/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(17) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Nathalie PERMENTIER)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Martine DEBAERDEMAEKER, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, bénéficie d'une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement d'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Nathalie PERMENTIER, de nationalité belge, née à Liège, le 9 mars 1985, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole de la ville de Liège, en juin 2008 à Liège – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire partiel (6/26) du 1^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

(18) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Nathalie PERMENTIER) Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Cathy VIDO, institutrice maternelle, à titre temporaire, bénéficie d'une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Nathalie PERMENTIER, de nationalité belge, née à Liège, le 9 mars 1985, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole de la ville de Liège, en juin 2008 à Liège – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire partiel (6/26) du 2 octobre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(19) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(MME Marie-Emilie RENARD)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Cathy VIDO, institutrice maternelle, à titre temporaire, bénéficie d'une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Nathalie PERMENTIER répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Nathalie PERMENTIER, de nationalité belge, née à Liège, le 9 mars 1985, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole de la ville de Liège, en juin 2008 à Liège – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire partiel (6/26) du 2 octobre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(20) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Marie-Emilie RENARD)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Cathy VIDO, institutrice maternelle, désignée à titre temporaire, bénéficie d'une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Marie – Emilie RENARD est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Marie – Emilie RENARD répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale ordinaire fondamentale d'Etterbeek « La Farandole – Les Marronniers », Mme Marie – Emilie RENARD, de nationalité belge, née à Namur, le 13 juin 1983, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquart, en juin 2005, à Namur – régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée d'un horaire à temps partiel (6/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 septembre 2009.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

**(21) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Marie-Emilie RENARD)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que le chiffre de la population scolaire à l'école communale fondamentale ordinaire « La Farandole – Les Marronniers » permet conformément à l'article du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire modifiant la réglementation de l'enseignement relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement ordinaire, une augmentation de cadre correspondant à 13 périodes (13/26) à partir du 1^{er} octobre 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Marie – Emilie RENARD est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Marie – Emilie RENARD répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale ordinaire fondamentale d'Etterbeek « La Farandole – Les Marronniers », Mme Marie – Emilie RENARD, de nationalité belge, née à Namur, le 13 juin 1983, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Albert Jacquart, en juin 2005, à Namur – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire à temps partiel (13/26) du 1^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

(22) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Nathalie ROUSSEL) Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Isabelle VERHEYDEN, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, bénéficie d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Nathalie ROUSSEL est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Nathalie ROUSSEL répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Le Paradis des Enfants », Mme Nathalie ROUSSEL, de nationalité belge, née à Curepipe (Ile Maurice), le 17 janvier 1975, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par La Haute Ecole Léonard de Vinci, le 25 juin 1997, à Nivelles – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire complet (26/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(23) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Magali ROZBORSKI)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que le chiffre de la population scolaire à l'école communale fondamentale ordinaire « Le Paradis des Enfants » permet conformément à l'article du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire modifiant la réglementation de l'enseignement relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement ordinaire, une augmentation de cadre correspondant à 13 périodes (13/26) à partir du 1^{er} octobre 2008 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Magali ROZBORSKI est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Magali ROZBORSKI répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Le Paradis des Enfants », Mme Magali ROZBORSKI, de nationalité française, née à Briey, le 16 septembre 1982, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Robert Schuman, en juin 2005, à Virton – régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée d'un horaire complet (13/26) du 1^{er} septembre 2009 au 28 septembre 2009.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(24) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle. (Mme Magali ROZBORSKI)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Vicky FISKATORIS, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, est absente pour cause de maladie du 29 septembre 2009 au 7 octobre 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Magali ROZBORSKI est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Magali ROZBORSKI répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Le Paradis des Enfants », Mme Magali ROZBORSKI, de nationalité française, née à Briey, le 16 septembre 1982, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Robert Schuman, en juin 2005, à Virton – régime linguistique français ;

L'intéressée est chargée d'un horaire complet (26/26) du 29 septembre 2009 au 7 octobre 2009.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

(25) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(Mme Olivia TELLER)

Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Martine DEBAERDEMAEKER, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, est absente pour cause de maladie à partir du 12 octobre 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Olivia TELLER est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Olivia TELLER répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale fondamentale ordinaire d'Etterbeek « Claire Joie », Mme Olivia TELLER, de nationalité belge, née à Uccle, le 15 octobre 1987, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Francisco Ferrer, le 9 septembre 2008 à Bruxelles – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire partiel (20/26) à partir du 13 octobre jusqu'au retour de la titulaire ou au plus tard le 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(26) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'une institutrice maternelle.(MMe Cathy VIDO)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que Mme Micheline BOUHIER, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, bénéficie d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à partir du 1^{er} septembre 2009 ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que Mme Cathy VIDO est candidate à cet emploi ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Cathy VIDO répond aux dispositions des articles 13 & 15 de la Loi du 30 juillet 1963 sur le régime linguistique français dans l'enseignement ;

Considérant que l'agent réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité d'institutrice maternelle, à titre temporaire, au sein de l'école communale ordinaire fondamentale d'Etterbeek « La Farandole – Les Marronniers », Mme Cathy VIDO, de nationalité belge, née à Etterbeek, le 18 mars 1983, munie du diplôme d'institutrice maternelle, délivré par la Haute Ecole Francisco Ferrer, le 10 septembre 2004, à Bruxelles – régime linguistique français ;

L'intéressée sera chargée d'un horaire partiel (20/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

**(27) Enseignement maternel communal - Désignation à titre temporaire, d'un maître spécial en psychomotricité (M. Damien LEFEBVRE).
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een bijzondere onderwijzer in psychometrie.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que les inscriptions enregistrées dans l'enseignement primaire au sein des écoles communales fondamentales ordinaires d'Etterbeek, ont entraîné des modifications d'horaire pour M Damien LEFEBVRE, à partir du 1^{er} octobre 2009 ;

Considérant que l'intéressé a été désigné par le Conseil communal, en date du 23 novembre 2009, en qualité de maître de psychomotricité, à titre temporaire, dans l'enseignement maternel fondamental ordinaire communal d'Etterbeek ;

Considérant qu'au 30 septembre 2009, M Damien LEFEBVRE était chargé de périodes (16 /24) en éducation physique ; que depuis le 1^{er} octobre 2009, son horaire est réduit à 15 périodes (15/24) ;

Considérant que l'Administration communale a introduit au courant du mois d'octobre 1989, auprès de la Direction Générale de l'Enseignement Fondamental Ordinaire de la Communauté Française, une demande de mise en disponibilité part défaut d'emploi et de réaffectation dûment visée par l'intéressé ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

M Damien LEFBVRE, de nationalité belge, né à Haine – Saint – Paul, le 8 février 1971, nommé à titre définitif, en qualité d'éducateur physique au sein de nos écoles communales ordinaires fondamentales d'Etterbeek, est mis en disponibilité par défaut d'emploi pour 1 période au niveau enseignement primaire ordinaire à partir du 1^{er} octobre 2009;

L'intéressé a retrouvé un horaire complet au sein du même Pouvoir Organisateur pour l'année scolaire 2009 - 2010;

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressé.

**(28) Enseignement maternel communal - Octroi d'une interruption de carrière à temps partiel d'une institutrice maternelle nommée à titre définitif.
(Mme Martine DEBAERDEMAEKER)
Gemeentelijk kleuteronderwijs -Toekenning van een gedeeltelijke loopbaanonderbreking van een vastbenoemde onderwijzeres.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 12 novembre 1981, portant nomination, à titre définitif, de Mme Martine DEBAERDEMAEKER, en qualité d'institutrice maternelle, à l'école communale fondamentale d'Etterbeek « Claire Joie » avec effets au 1^{er} janvier 1982 ;

Considérant que par sa lettre datée du 17 septembre 2009, l'intéressée a sollicité une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010, telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991, que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption de carrière à temps partiel ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Mme Martine DEBAERDEMAEKER, de nationalité belge, née à Etterbeek, le 26 janvier 1955, institutrice maternelle, nommée à titre définitif, à l'école fondamentale d'Etterbeek « Claire Joie», bénéficiera d'une interruption de carrière à temps partiel (6/26) du 1^{er} octobre 2009 au 30 juin 2010 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée

**(29) Enseignement maternel communal - Octroi d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite d'une institutrice maternelle.(Mme Catherine HOTTOIS)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Toekenning van een indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaande de oppensioenstelling van een onderwijzeres.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 12 novembre 1981, portant nomination, à titre définitif, de Mme Catherine HOTTOIS, en qualité d'institutrice maternelle, à l'école communale fondamentale d'Etterbeek « La Colombe de la Paix » avec effets au 1^{er} janvier 1982 ;

Considérant que par sa lettre datée du 27 avril 2009, l'intéressée a sollicité une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension à partir du 1^{er} septembre 2009, telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991, que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Mme Catherine HOTTOIS, de nationalité belge, née à Uccle, le 22 février 1954, institutrice maternelle, à titre définitif, à l'école communale fondamentale d'Etterbeek « La Colombe de la Paix » bénéficiera d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension à partir du 1^{er} septembre 2009 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

**(30) Enseignement maternel communal - Octroi d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle à une institutrice maternelle.(Mme Isabelle VERHEYDEN)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Toekenning van een indisponibiliteitstelling wegens persoonlijke aangelegenheden aan een onderwijzeres.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 18 mars 1996, portant nomination, à titre définitif, de Mme Isabelle VERHEYDEN, en qualité d'institutrice maternelle, à l'école communale fondamentale d'Etterbeek « Le Paradis des Enfants » avec effets au 1^{er} octobre 1995 ;

Considérant que par sa lettre datée du 23 juin 2009, l'intéressée a sollicité une mise en disponibilité pour convenances personnelles (26/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010, telle que prévue par l'Arrêté Royal du 12 août 1991, que l'agent réunit les conditions prévues par l'Arrêté Royal précité pour bénéficier d'un congé pour une interruption totale de carrière ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

PREND ACTE

Que Mme Isabelle VERHEYDEN, de nationalité belge, née à Bruxelles, le 10 juin 1967, institutrice maternelle, à titre définitif, à l'école fondamentale d'Etterbeek « Le Paradis des Enfants », bénéficiera d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles (26/26) du 1^{er} septembre 2009 au 30 juin 2010 ;

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'Enseignement – gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressée.

(31) Enseignement primaire communal - Désignation d'un surveillant, à titre temporaire, au service de l'étude. (M. Cédric LARIVIERE)

Gemeentelijk lager onderwijs - Aanwijzing in tijdelijk verband van een toezichter op de studiedienst.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement au service de l'étude, il convient de désigner au plus tôt les titulaires ;

Considérant que la rétribution de ce personnel est en partie supportée par les parents des élèves concernés ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité de surveillant, à titre temporaire, au service de l'étude, au sein des écoles communales primaires d'Etterbeek à partir du 20 octobre 2009, M Cédric LARIVIERE, de nationalité belge, né à Mouscron, le 3 octobre 2009, domicilié à Rue de la Brasserie n°100, 7812 LIGNE.

L'intéressé sera rémunéré pour autant qu'il preste les heures prévues à ce service ;

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Communauté Française – à M. le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles – Capitale, à M l'Inspecteur cantonal, au service de l'Enseignement – Gestion personnel, à la direction de l'Ecole et à l'intéressé.

**(32) Enseignement maternel communal - Mise à la retraite d'une institutrice maternelle nommée à titre définitif. (Mme Yvette GALDEROUX)
Gemeentelijk kleuteronderwijs - Oppensioenstelling van een vastbenoemde onderwijzeres.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil commercial,

Vu la délibération du 1^{er} avril 1976, portant nomination, à titre définitif de Mme Yvette GALDEROUX, en qualité d'institutrice maternelle, aux écoles communales d'Etterbeek, avec effet au 1^{er} mai 1976 ;

Vu la lettre par laquelle l'intéressée adresse à l'Administration communale d'Etterbeek la démission de ses fonctions, à partir du 1^{er} novembre 2010 ;

Vu la lettre du Ministère des Finances – Administration des Pensions – Pensions de retraite de l'enseignement spécifiant que Mme Yvette GALDEROUX a introduit une pension de retraite et qu'il réunit les conditions légales exigées en vue de l'obtention de ladite pension ;

DECIDE

- de prendre acte de la démission, à la date du 31 octobre 2010, de ses fonctions d'institutrice maternelle à titre définitif, aux écoles communales d'Etterbeek, présentée par Mme Galderoux, née à Seraing, le 19 octobre 1950 ;
- d'émettre l'avis que l'intéressée a droit à une pension de retraite, à partir du 1^{er} novembre 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressée.

**(33) Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Mise à la retraite d'un professeur de dactylographie (Mme Bernadette NOE)
Secundair Onderwijscentrum van Etterbeek Ernest Richard - Oppensioenstelling van een leraar dactylografie.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 15 décembre 1994, portant nomination, à titre définitif de Mme NOE Bernadette, en qualité de professeur de dactylographie au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard » ;

Vu la lettre par laquelle l'intéressée adresse à l'Administration communale d'Etterbeek la démission de ses fonctions, à partir du 1^{er} avril 2010 ;

DECIDE

- de prendre acte de la démission, à la date du 31 mars 2010, de ses fonctions de professeur de dactylographie à titre définitif, au Centre d'Enseignement Secondaire d'Etterbeek « Ernest Richard », présentée par Mme NOE Bernadette, née à Rocourt, le 21 mars 1955 ;
- d'émettre l'avis que l'intéressée a droit à une pension de retraite, à partir du 1^{er} avril 2010.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme le Ministre de l'Education de la Communauté Française, à Mme l'Inspectrice cantonale, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé.

**(34) Académie des Arts et Métiers ""Constantin Meunier"" - Désignation à titre temporaire, d'un professeur de photographie (M. Paul FUMIERE)
Akademie voor Kunsten en Ambachten ""Constantin Meunier"" - Aanwijzing, in tijdelijk verband, van een leraar fotografie.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination à titre définitif, de M. Paul FUMIERE, en qualité de professeur de photographie, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu la délibération du 18.03.1996, fixant l'horaire de l'agent à raison de 20 périodes/semaine (20/20) ;

Considérant que le volume des prestations hebdomadaires des professeurs a été porté à 24 périodes de 50 minutes conformément au Décret du 02.06.1998 - articles 31, § 1er et 98 - organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Attendu que l'horaire de l'intéressé est par voie de conséquence fixé à 24/24 à dater de ce moment là ;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 06.06.1994 - chapitre VI, section 4 - fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné relatif à la mise en disponibilité ;

Vu le Décret du 02.06.1998 de la Communauté française organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française - article 31 § 2, 2° - relatif aux dotations annuelles ;

Vu la circulaire ministérielle du 12.08.2008 relative à la notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi, des pertes partielles de charge et des réaffectations ;

Vu la délibération du 25.02.08 prenant acte de la perte partielle de charge à raison de 5 périodes de cours par semaine (05/24), durant l'année scolaire 2007/2008, l'agent étant, dès lors, chargé de 19 périodes/semaine ;

Vu le courrier adressé par Monsieur FUMIERE à la date du 31 mars 2008 pour présenter la démission partielle de ses fonctions à raison de 5/24 afin de pouvoir bénéficier d'une nomination à titre définitif à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Gilles où il a été réaffecté depuis le 05.09.2004 ;

Vu la délibération du 23 juin 2008 prenant acte de la pension de retraite de Mme Francine JERNANDER, chargée de 16/24 en qualité de professeur de poterie-céramique, à titre définitif, au sein de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek avec effet à la date du 01.07.2008 ;

Attendu que sur ces 16/24, 3/24 sont attribués à Madame DYKMANS et 8/24 à Monsieur Eric VAN HAEGENBORGH, qu'il reste donc 5/24 à attribuer ;

Vu la délibération du 4 mai 2009 désignant Monsieur Paul FUMIERE à titre temporaire pour ces 5/24 du 01.09.2008 au 30.06.2009 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DESIGNE

En qualité de professeur de photographie, à titre temporaire, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek M. Paul FUMIERE, de nationalité belge, né le 23.07.1951, à Kamituga (ancien Congo belge), muni du graduat en arts plastiques, spécialisation photographie, délivré par l'Etablissement communal d'enseignement supérieur des Arts plastiques à Woluwe-Saint-Lambert ainsi que du certificat d'aptitude à enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit délivrés respectivement en date du 24.06.1982 et du 7 décembre 1988 - régime linguistique français.

L'intéressé est chargé de 5/24 à titre temporaire du 01.09.2009 au 31.10.2009. M. FUMIERE assume par ailleurs 19 périodes à titre définitif dans la même fonction.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts plastiques, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé.

- (35) Académie des Arts et Métiers ""Constantin Meunier"" - Extension de la nomination à titre définitif d'un professeur de photographie. (M. Paul FUMIERE)
Akademie voor Kunsten en Ambachten ""Constantin Meunier"" - Uitbreiding van de vaste benoeming van een leraar fotografie.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.04.1995, portant nomination à titre définitif, de M. Paul FUMIERE, en qualité de professeur de photographie, à l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu la délibération du 18.03.1996, fixant l'horaire de l'agent à raison de 20 périodes/semaine (20/20) ;

Considérant que le volume des prestations hebdomadaires des professeurs a été porté à 24 périodes de 50 minutes conformément au Décret du 02.06.1998 - articles 31, § 1er et 98 - organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Attendu que l'horaire de l'intéressé est par voie de conséquence fixé à 24/24 à dater de ce moment là ;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 06.06.1994 - chapitre VI, section 4 - fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné relatif à la mise en disponibilité ;

Vu le Décret du 02.06.1998 de la Communauté française organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française -article 31 § 2, 2° - relatif aux dotations annuelles ;

Vu la circulaire ministérielle du 12.08.2008 relative à la notification des mises en disponibilité par défaut d'emploi, des pertes partielles de charge et des réaffectations ;

Vu la délibération du 25.02.08 prenant acte de la perte partielle de charge à raison de 5 périodes de cours par semaine (05/24), durant l'année scolaire 2007/2008, l'agent étant, dès lors, chargé de 19 périodes/semaine ;

Vu le courrier adressé par Monsieur FUMIERE à la date du 31 mars 2008 pour présenter la démission partielle de ses fonctions à raison de 5/24 afin de pouvoir bénéficier d'une nomination à titre définitif à l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Gilles où il a été réaffecté depuis le 05.09.2004 ;

Vu la délibération du 23 juin 2008 prenant acte de la pension de retraite de Mme Francine JERNANDER, chargée de 16/24 en qualité de professeur de poterie-céramique, à titre définitif, au sein de l'Académie des Arts et Métiers "Constantin Meunier" d'Etterbeek avec effet à la date du 01.07.2008 ;

Attendu que sur ces 16/24, 3/24 sont attribués à Madame DYKMANS et 8/24 à Monsieur Eric VAN HAEGENBORGH, qu'il reste donc 5/24 à attribuer ;

Vu la délibération du 4 mai 2009 et de ce jour désignant Monsieur Paul FUMIERE à titre temporaire pour ces 5/24 du 01. 09.2008 au 30.06.2009 et du 01.09.2009 au 31.10.2009;

Attendu que les 5/24 susmentionnés ont été déclarés vacants et que M.FUMIERE a répondu à l'appel pour bénéficier d'une extension d'horaire à titre définitif ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

que M. Paul FUMIERE, de nationalité belge, né le 23.07.1951, à Kamituga (ancien Congo belge), muni du graduat en arts plastiques, spécialisation photographie, délivré par l'Etablissement communal d'enseignement supérieur des Arts plastiques à Woluwe-Saint-Lambert ainsi que du certificat d'aptitude à enseigner dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit délivrés respectivement en date du 24.06.1982 et du 7 décembre 1988 bénéficiera d'une extension d'horaire à titre définitif en qualité de professeur de photographie à raison de 5/24 à partir du 1^{er} novembre 2009.

L'intéressé est donc chargée de 24 périodes à titre définitif à partir du 1^{er} novembre 2009.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts plastiques, au service de l'enseignement, à la Direction de l'école et à l'intéressé

**(36) Académie de musique ""Jean Absil"" - Démission d'un professeur d'ensemble instrumental et de formation instrumentale (saxophone) nommé à titre définitif . (M. Philippe LEBLANC)
Muziekakademie ""Jean Absil"" - Ontslag van een vastbenoemde leraar instrumentale ensemble en instrumentale opleiding (saxofoon) .**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.05.1995, portant nomination, à titre définitif, de M. Philippe LEBLANC, en qualité de professeur d'ensemble instrumental, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu sa délibération, en date du 10.12.1992, portant nomination, à titre définitif, de M. Philippe LEBLANC, en qualité de professeur de formation instrumentale (saxophone), à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.01.1993 ;

Vu les délibérations datées du 27 juin 2005 et du 22 mai 2006 octroyant un détachement provisoire à Monsieur LEBLANC pour la totalité de son horaire durant les années scolaires 2004-2005 et 2005-2006 conformément au Décret de la Communauté française du 12 juillet 1990; que ce détachement a été prorogé pour les années scolaires 2006-2007 et 2007-2008 ;

Vu le courrier par lequel Monsieur Philippe LEBLANC nous a fait savoir qu'il venait de bénéficier d'une nomination à titre définitif pour les mêmes fonctions au Conservatoire Royal de musique de Liège ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

PRENDE ACTE

de la démission de M. Philippe LEBLANC, de professeur de formation instrumentale (saxophone) et d'ensemble instrumental, pour la totalité de son horaire soit 10 périodes de cours par semaine réparties en 9 périodes de formation instrumentale (saxophone) et 1 période d'ensemble instrumental avec effet au 1^{er} septembre 2008.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Éducation de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé.

**(37) Académie de musique ""Jean Absil"" - Octroi d'un détachement provisoire à un professeur d'ensemble instrumental et de formation instrumentale (saxophone) nommé à titre définitif. (M. Philippe LEBLANC)
Muziekakademie ""Jean Absil"" - Toekenning van een detachement van een vastbenoemde leraar instrumentale ensemble en instrumentale opleiding (saxofoon) .**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération datée du 10.05.1995, portant nomination, à titre définitif, de M. Philippe LEBLANC, en qualité de professeur d'ensemble instrumental, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.02.1995 ;

Vu sa délibération, en date du 10.12.1992, portant nomination, à titre définitif, de M. Philippe LEBLANC, en qualité de professeur de formation instrumentale (saxophone), à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, avec effet au 01.01.1993 ;

Vu le courrier daté du 31.05.2006 par lequel Monsieur Philippe LEBLANC sollicite, à partir du 1^{er} septembre 2006, conformément au Décret de la Communauté française du 12 juillet 1990, un détachement provisoire pour la totalité de son horaire en vue d'exercer les mêmes fonctions au Conservatoire Royal de musique de Liège ; que l'intéressé a sollicité une prorogation de ce détachement provisoire pour l'année scolaire 2007-2008 ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

que M. Philippe LEBLANC bénéficiera d'un détachement provisoire pour la totalité de son horaire soit 10 périodes de cours par semaine réparties en 9 périodes de formation instrumentale (saxophone) et 1 période d'ensemble instrumental du 1^{er} septembre 2006 au 31.08.2007 et du 1^{er} septembre 2007 au 31.08.2008.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à Mme. la Ministre de l'Éducation de la Communauté française, à M. l'Inspecteur des arts musicaux, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressé

**(38) Académie de musique ""Jean Absil"" - Démission d'un professeur de danse classique nommé à titre définitif en vue de bénéficier d'une pension de retraite. (Mme Renée KAMMER)
Muziekakademie ""Jean Absil"" - Ontslag van een vastbenoemde lerares dans wegens de oppensioenstelling.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu les délibérations datées du 13.03.2000, du 17.09.2001, du 29.04.2002, du 19.05.03 et du 17.11.2003 désignant Madame Renée KAMMER en qualité de professeur de danse classique, à titre temporaire du 08.12.1999 au 30.06.2000, du 01.09.2000 au 30.06.2001, du 01.09.2001 au 30.06.2002, du 01.09.2002 au 30.06.2003 et du 01.09.2003 au 30.06.2004 ;

Vu la mise à la retraite de Madame Nicole VANDEN BERGHE, professeur de danse, à titre définitif, à l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, à partir du 01.09.1999 (emploi vacant) ;

Attendu que conformément aux dispositions du Décret du Gouvernement de la Communauté française du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, cet emploi a fait l'objet d'un appel ;

Considérant qu'en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'enseignement communal, il convient de pourvoir chaque emploi d'un(e) titulaire ;

Considérant que l'emploi en cause bénéficie de la subvention-traitement liquidée par la Communauté française ;

Vu les articles 31§1^{er} et 98 du Décret du 02.06.1998, organisant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et fixant le volume des prestations hebdomadaires des professeurs à 24 périodes de 50 minutes ;

Considérant que les écoles communales d'Etterbeek sont des établissements d'enseignement du régime linguistique français ;

Considérant que Mme Renée KAMMER répond aux dispositions des articles 13 et 15 de la loi du 30.07.1963 sur le régime linguistique dans l'enseignement ;

Considérant que conformément au Décret du 02.06.1998 - article 108 1° - précité l'agent a fourni la preuve de cinq années d'expérience dans le domaine de la danse ;

Vu le Décret du 06.06.1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné dont un exemplaire a été remis à l'intéressée ;

Considérant que l'intéressée réunit les conditions légales et réglementaires en vue de sa désignation à cet emploi telles que prévues au Décret susmentionné ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

en qualité de professeur de danse classique, à titre temporaire, au sein de l'Académie de Musique "Jean Absil" d'Etterbeek, Mme Renée KAMMER, de nationalité belge, née le 03.06.1945, à Athènes (Grèce), munie du diplôme de danse classique et rythmique délivré par le Ministère Grec de l'Education Nationale, le 04.07.1964 - régime linguistique français.

L'intéressée sera chargée de 8 périodes de cours par semaine (08/24), du 01.09.2004 au 30.11.2004.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Ministre de l'Education de la Communauté française, à M. l'Inspecteur de la danse, au service de l'enseignement, à la Direction de l'académie et à l'intéressée.

La séance est levée à 20h55.
De zitting wordt gesloten om 20u55.

PAR LE CONSEIL:
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF